

Tables de l'année 2010

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs	I à IV
Table alphabétique des matières	V à XXII
Table chronologique de la jurisprudence	XXIII à XXIV

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet en téléchargement libre diverses tables thématiques (pluri-annuelles ou annuelles) en complément à celles publiées ainsi que de nombreux articles ; ces documents sont disponibles :

- sur le site <http://sites.google.com/site/droitouvrier>

- sur le site www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque"

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- Le harcèlement moral est mort, vive le harcèlement moral ? Oraison funèbre **117**
1re espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 **123**
2e espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 **124**
- Obligation de sécurité de résultat et obligation de reclassement en matière de santé au travail et de difficultés économiques **374**
Cour de cassation (Soc.) 17 février 2010 **375**
- CHSCT et souffrance au travail - Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires)..... **629**
Cour d'appel de Paris (pôle 6 - ch. 1) 23 juin 2010 **636**

AUZERO Gilles

- L'articulation des normes conventionnelles **324**

BADEL Maryse

- Accidents du travail, maladies professionnelles : l'indemnisation soumise à la « question » - À propos de la décision n° 2010-8 QPC du 18 juin 2010 **639**

BERNARD Savine

- Contentieux social et régime probatoire : office du juge et exigences de la mise en état et du contradictoire **187**

BIED-CHARRETON Marie-France

- Le critère de représentativité des 10 % a pour effet de porter atteinte à la liberté syndicale de manière incompatible avec les conventions internationales - Autre regard sur le jugement du Tribunal d'instance de Brest **418**
- Représentativité syndicale et changement d'affiliation.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mars 2010 et 10 mars 2010 **448**

BIZOT Nathalie

- Capacité à agir en justice du CE, même supprimé, et inclusion dans l'assiette de financement du CE des sommes versées au titre des congés de reclassement .
Cour d'appel de Douai (4e ch.) 26 février 2010 **370**
- Charges d'entretien des tenues de travail des salariés.
Conseils de prud'hommes de Annecy (Dép. Ind.) 13 mars 2009 et de Cahors (Dép. Ind.) 1er mars 2010 **494**
- Licenciement : on ne badine pas avec la santé du salarié.
Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 30 juin 2009 ; Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 15 juin 2010 **548**
- Le contrôle judiciaire de la réorganisation ayant pour objectif une sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise.
Conseil de prud'hommes de Annecy (Industrie - Département) 11 juin 2010 **679**

BLEY Victoria

- Un plan portant fixation de la part variable de rémunération des salariés entre dans le champ de la négociation annuelle obligatoire.
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 7 novembre 2008 **55**

BONNECHERE Michèle

- Immigration et travail décent **1**
- Les plans de départs volontaires **229**
- Droit social européen : Extraits de décisions sélectionnés et commentés **159, 453**

BOUAZIZ Paul (avec Nicolas Collet-Thiry)

- La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée : mode d'emploi **65**

BOUGNOUX Jean-Pierre

- Nullité d'une rupture conventionnelle mise en œuvre à l'occasion d'une inaptitude consécutive à un accident du travail.
Conseil de prud'hommes des Sables-d'Olonne (Département - Industrie) 25 mai 2010 **536**

BOULMIER Daniel

- Procédure prud'homale - Extrait de décision sélectionné et commenté **287, 559, 623**

BOUSSARD-VERRECCHIA Emmanuelle

- Transporteurs sous-traitants : « Cachez ces conducteurs que je ne saurais voir » (à propos de Soc. 14 avril 2010, *UD FO contre Heppner*).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 **341**

BRAUN Anne (avec Pascal Rennes)

- Un sens à la représentativité syndicale (autour de l'arrêt Soc. 14 avril 2010, *SDMO Industries*) **405**

BROUSSE Adrien

- Un encadrement de l'accès de l'employeur aux fichiers et messages personnels réduit à sa plus simple expression.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre et 17 juin 2009 **90**

CARRÉ Stéphane

- Le temps de repos et le parcours vers l'établissement d'attache des chauffeurs routiers.
Cour de justice de l'Union européenne, 29 avril 2010 **401**
- Chauffeurs routiers de marchandise : qualification des temps d'attente lors du déchargement.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 avril 2010 **505**

CAUVÉ Emma

- La transparence des négociations collectives encouragée par l'application du principe d'égalité de traitement aux avantages catégoriels issus des conventions et accords.
Cour d'appel de Montpellier (4^e Ch. Soc.) 4 novembre 2009 152

CHALON Gérard

- Le contentieux administratif de la responsabilité en cas de licenciement illégal d'un salarié protégé 565

CHIREZ Alain

- Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat 17
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 et 23 septembre 2009 : 20
- La restitution de l'indemnité transactionnelle en cas de nullité de l'acte - Des progrès possibles 125
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 129

COLLET-THIRY Nicolas (avec Paul Bouaziz)

- La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée : mode d'emploi 65

CORMILLOT Yves

- Le recours à l'expert et l'obligation d'établir un PSE dans une entreprise dont l'effectif est passé à moins de cinquante salariés mais qui dispose d'un CE.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 679

CORNEVAUX Yann

- La déclaration individuelle initiale de participation à un mouvement de grève dans un service public de transport de voyageur suffit.
TGI de Lyon (référé) 5 octobre 2009 155

CREVEL Laurence

- Pouvoir de réfaction des tribunaux des sanctions prononcées par les organismes de Sécurité sociale.
Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010 (deux espèces) 620

DARVES-BORNOZ Paul

- Renonciation à un droit individuel et information collective.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 211
- Les prescriptions de l'art. L 1235-7 du Code du travail.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 675

DELAUNAY Alain

- Les pouvoirs du référé prud'homal pour ordonner la délivrance d'une attestation d'exposition aux produits cancérigènes.
1) *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 4 décembre 2008* 382
2) *Conseil de prud'hommes de Meaux (référé) 27 novembre 2009* 384

DELGADO Eladia

- En cas de pluralité de motifs de licenciement dont l'un est lié à la participation à un grève en l'absence de faute lourde, la nullité du licenciement s'impose.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 53

DESRUES Michel

- Temps d'habillage et de déshabillage : Travail effectif ? Droit à contrepartie ?... Ni l'un, ni l'autre.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 et 10 novembre 2009 108

DORIGNON Camille

- Quelques remarques sur l'actualité législative des créations de salariés - Compte-rendu du colloque Propriété Intellectuelle et Droit du Travail, Questions choisies et inédites 486
- La propriété de l'invention du stagiaire ne peut lui être déniée.
Conseil d'Etat (4^e/5^e srr) 11 février 2010 540
- Droit d'auteur et œuvre collective : la légalité d'une clause de cession des œuvres futures.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2010 684

DUCROCQ Stéphane

- Effectifs, électoral, éligibilité pour les salariés mis à disposition et obligations de l'entreprise utilisatrice en matière préélectorale 596
1^{re} espèce : *Tribunal d'Instance de Nantes 9 juin 2010* 593
2^e espèce : *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mai 2010* 595

DUMOULIN François

- L'appréciation du secteur d'activités du groupe en proie à des difficultés économiques dans une société soumise à une liquidation judiciaire.
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 9 mars 2010 598

DUPLAT Jacques

- Protection des représentants du personnel lorsque leur activité professionnelle dépend d'une habilitation administrative (Avis de l'Avocat général).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 (deux espèces) 217

FABRE Alexandre

- La négociation autour des restructurations : La négociation des plans de restructuration 331

FERRARO Jérôme

- L'employeur ne peut en aucun cas s'arroger le pouvoir de réquisitionner des salariés grévistes.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2009 278
- Le cumul possible des indemnités forfaitaires et de réparation des préjudices en cas de travail dissimulé.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 688

FERRER Anaïs

- Etablir l'existence d'une discrimination n'implique pas nécessairement une comparaison avec d'autres salariés.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 208
- Premiers arrêts sur la rupture conventionnelle : des pistes restent à explorer 647

GINON Anne-Sophie

- Assurance maladie et relations avec les professions de santé à propos de la tarification et des remboursements de prestations.
Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010, Conseil d'État 7 avril 2010 616

GRÉVY Manuela

- Vidéosurveillance des salariés dans l'entreprise : une atteinte par nature disproportionnée aux droits de la personne 81
CNIL, Délibération n° 2009-201 du 16 avril 2009 85

GRUMBACH Tiennot

- L'état des actions judiciaires contre les licenciements économiques 199

GUIOMARD Frédéric

- Réparation des accidents du travail et risques professionnels et appréciation – en cas de faute inexcusable, de préjudices professionnels, d'agrément, de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, d'anxiété – économique.
Conseil constitutionnel 18 juin 2010, Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010 (2 esp.), Cour de cassation (ch. soc.) 11 mai 2010 ...613

GUYOMAR Mattias

- Incident de parcours et lien avec le service en matière d'accident de trajet des fonctionnaires (CE, 29 janvier 2010, *Oculi*) (Conclusions du Rapporteur public) 347
Conseil d'Etat (6^e s.-sect.) 29 janvier 2010 354

GUYON Julie

- Les revenus perçus pendant la période de nullité ne viennent pas en déduction de l'indemnisation du licenciement nul pour atteinte à des droits protégés par la Constitution.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2010 608

HAMOUDI Karim

- Information loyale du CE en cas de restructuration et limites à l'obligation de discrétion des élus.
Cour d'appel de Versailles (14^e ch.) 31 mars 2010 427

HÉAS Franck

- Observations sur le concept de dignité appliqué aux relations de travail 461

HENRIOT Patrick

- Portée de la délibération d'un Comité d'entreprise et droit propre de son expert-comptable à obtenir la communication des documents nécessaires à sa mission (Observations du Ministère public).
Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 17 septembre 2009 40
- Pour un Ministère public actif dans la construction de la jurisprudence sociale 87

- Incidence de la grève sur la rémunération de cadres au forfait jours (CA Paris, 12 novembre 2009, *Giat Industries*) (Observations du Ministère public)..... **237**
 - Incidence de l'organisation des pouvoirs au sein de la SAS sur la validité de la décision de licencier : la rencontre de deux formalismes - Observations du Ministère public **469**
- HOLLE Dominique**
- Retour dans l'entreprise après la suspension de l'activité pour accident de travail : les caractéristiques de l'emploi similaire.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mars 2010 **457**
- JOSEPH Daniel**
- Quelques réflexions pratiques sur l'inaptitude et le reclassement des travailleurs déclarés inaptes **130**
- ITURRIOZ Marie-Pierre**
- Les rapports entre loi, l'accord collectif et le contrat de travail à l'aune du mécanisme de modulation du temps de travail : la vigilance des négociateurs est de mise !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mai 2009 et 23 septembre 2009 ... **57**
- JACQUEMET Gilbert**
- La réintégration d'un salarié dont la rupture du contrat a été opérée par l'UES.
Conseil de prud'hommes de Paris (rêféré) - départage) 8 juin 2010 **671**
- K. T.**
- L'annulation d'un plan de sauvegarde de l'emploi au sein d'une UES et ruptures conventionnelles.
Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 novembre 2009 **106**
- KATZ Tamar**
- L'indépendance des procédures PSE/GPEC annonce-t-elle la fin de l'articulation entre de ces deux dispositifs ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 **147**
- LACOSTE-MARY Valérie**
- La procédure de contestation de la décision du médecin du travail.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2009 (deux espèces) .. **46**
 - La négociation de la mobilité du salarié sous contrôle du juge **301**
 - L'interdiction des clauses attributives de juridiction dans le contrat de travail : une impossible ouverture de la Chambre sociale.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 **665**
- LAFUMA Emmanuelle**
- Groupement d'entreprises et délégataire commun : identification de la personne morale pénalement responsable en cas d'accident du travail.
Cour de cassation (Ch. Crim.) 13 octobre 2009 **543**
- LANQUETIN Marie-Thérèse**
- Maternité et discrimination dans la carrière (à propos de Cour d'appel de Paris, 5 mai 2010, *Niel contre BNP Paribas*) **475**
 - L'égalité de rémunération entre hommes et femmes : la notion de valeur égale revalorisée.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 **538**
- LARDY-PELISSIER Bernadette**
- Au nom de l'intérêt de l'entreprise...
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 février 2010 **356**
- LAULOM Sylvaine**
- Les arrêts *Viking* et *Laval* : et après ? **570**
- LEBEAU Franck**
- Le contrôle administratif de la rupture conventionnelle négociée en Gironde en 2009 **316**
- LEBON-BLANCHARD Marie-Françoise**
- Contentieux social et régime probatoire : office du juge et exigences de la mise en état et du contradictoire **195**
- LEDUC Jean-Pierre**
- Le respect des valeurs républicaines par un syndicat : comment l'apprécier ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2010 **686**
- LEJARD Philippe**
- Cessation d'activité et cause économique.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 **51**
- LEROY Patrick**
- La réparation du préjudice spécifique d'anxiété de salariés exposés à l'inhalation de poussières d'amiante et manquement à l'obligation de sécurité de résultat.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010 **605**
- LOKIEC Rachel**
- Requalification d'un constat de mission en CDI et rappel de salaires pour les périodes sans travail.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 **285**
- LOISEAU Grégoire**
- Groupe de sociétés et reclassement des salariés.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2010 **214**
- MASSON Philippe**
- Prérrogatives des unions de syndicats, dispositions statutaires et syndicalisme confédéré **361**
 - 1re espèce : *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009* **365**
 - 2e espèce : *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009* **365**
 - 3e espèce : *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2010* **367**
 - 4e espèce : *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2009* **367**
 - L'improbable démocratie en ligne (quelques réflexions sur le vote électronique à l'entreprise et l'approche critique de la CGT) **576**
 - Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2010 et 10 mars 2010* **580**
- MAZIÈRES Arnaud**
- La répartition des compétences entre tribunaux judiciaires et administratifs relatives à la nature privée ou publique des contrats d'une personne publique avec son personnel.
Tribunal des conflits, 23 novembre 2009 **60**
 - L'avis d'aptitude délivré par le médecin du travail ne peut être contesté que devant l'inspecteur du travail.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 **266**
 - Un accord collectif prétendant disposer des droits individuels des salariés est dépourvu d'objet, il doit être annulé.
Cour d'appel de Paris (P. 6 ch. 2) 3 décembre 2009 **269**
 - L'absence d'adaptation et de formation, préjudice causé au salarié pour son emploi.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2010 **537**
 - Obligation de reclassement et périmètre en cours d'évaluation.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2010 **547**
- MÉDEAU Xavier**
- Attribution économiques d'un comité d'établissement et restructuration dans un groupe européen.
Tribunal de grande instance de Bobigny (ch. 1 sect. 5) 9 mars 2009 **40**
 - Lettre de licenciement et précision du motif économique.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2009 et 22 septembre 2009 **101**
- MÉNARD Claudy**
- Présentation d'une liste commune aux élections et désignation de représentants syndicaux au CE. Conditions.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2009 **250**
 - L'absence d'incidence de la forme sociale de l'entreprise (SAS) sur l'élection d'administrateurs représentant le personnel.
Tribunal d'instance de Paris (14e arrdt) 7 mai 2009 **441**
 - Comment définir le périmètre de représentativité ? **489**
- MEYER Francis**
- Application de la nouvelle jurisprudence sur l'indemnisation des accidents du travail : premières victimes.
Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 12 novembre 2009 **144**
 - L'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles : une jurisprudence incohérente **509**
 - Réparation des risques professionnels et compétence prud'homme.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2010 **662**
- MEYRAT Isabelle**
- Le renforcement du contrôle judiciaire des justifications des différences entre les salariés d'établissements différents.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 **94**
- MOIZARD Nicolas**
- Information des travailleurs en cas de transfert d'entreprise : l'incidence du défaut de transposition en droit interne de la directive 2001/23.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 **110**

NICOD Cécile

- Loi du 20 août 2008 : quelle incidence sur les accords collectifs relatifs au droit syndical conclus antérieurement ?
Cour d'appel de Paris (6-2) 6 mai 2010 500

OTTAN Alain

- Les principales difficultés rencontrées dans l'accès aux informations sollicitées par les experts des comités d'entreprise et l'intervention du juge 176

PALLI Barbara

- La liberté syndicale aux prises avec la liberté d'expression.
Cour européenne des droits de l'Homme 8 décembre 2009 281

PARES Céline

- La production forcée par voie judiciaire des informations dues au comité d'entreprise 170
Tribunal de grande instance de Senlis (1^{re} sect.) 23 juin 2009 174

PÉCAUT-RIVOLIER Laurence

- Licenciement d'un représentant du personnel : quelle portée de l'entretien préalable au regard de la convocation du comité d'entreprise ? 136
Conseil d'Etat (4^e/5^e ssr) 16 décembre 2009 141

PÉCHER Michel

- Défaut de mesures préventives d'une inaptitude physique et obligation de sécurité de résultat.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 390

PETIT Franck

- Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010) . 655
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 660

POIRIER Mireille

- Le repos dominical après la loi du 10 août 2009 22
- Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Première partie : Le droit à un débat contradictoire .. 516
- Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Deuxième partie : Le vol de documents pour se défendre en justice 582
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 juin 2009 592

PORTA Jérôme

- Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles) 244
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2009 248

PUJOLAR Olivier

- La négociation de la rupture du contrat de travail : La rupture conventionnelle négociée 307

RABION François

- Droit aux allocations de chômage dans les périodes d'inter-contrats en cas de requalification de CDD successifs.
Tribunal d'instance d'Orléans 11 février 2010 434

RADÉ Christophe

- La loi négociée 319

RENNES Pascal

- La clause de mobilité utilisée pour licencier des salariés à l'occasion de transferts volontaires entre faux sous-traitants.
Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind. - Dép.) 16 novembre 2009 ; Conseil de prud'hommes de Nancy (Act. div. - Dép.) 7 septembre 2009 258
- La suspension des décisions de l'administration du travail par le juge administratif statuant en référé.
Tribunal administratif de Versailles (réf.) 23 novembre 2009 ; Tribunal administratif de Nîmes (réf.) 5 août 2008 391

(avec Anne Braun)

- Un sens à la représentativité syndicale (autour de l'arrêt Soc. 14 avril 2010, SDMO Industries) 405

RIANDEY Paul

- Prêt de main d'œuvre illicite et marchandage dans l'utilisation de démonstratrices affectées à de multiples tâches dans les grands magasins.
TGI de Bayonne (Ch. corr.) 19 mars 2009 264

RICHARD Emmanuelle

- Syndicat et respect des valeurs républicaines, condition requise pour la désignation d'un représentant de la section syndicale.
Tribunal d'instance de Boissy-St-Léger, 11 février 2010 399

SAGLIER Jean-Marc

- Pouvoirs du bureau de conciliation dans l'égal accès aux moyens de preuve.
Conseil de prud'hommes d'Orléans (Conciliation - Département) 2 avril 2010 494

SAINT-RAT Annie

- Les conditions du remplacement par contrat à durée déterminée d'un salarié resté dans l'entreprise.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2010 668

SARAMITO Francis

- Discrimination liée à l'âge et dispositions statutaires sur la mise à la retraite d'office.
Cour d'appel de Paris (pôle 6) 2 juin 2009 et 10 décembre 2009 .. 376

SIRY Aurélien

- La contestation du motif économique à l'occasion d'une convention de reclassement personnalisé.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2010 386

SPIRE Rachel

- Exécution déloyale du contrat de travail, discrimination hommes/femmes et intervention de la HALDE 277

STRUILLLOU Yves

- Licenciement d'un représentant du personnel : quelle portée de l'entretien préalable au regard de la convocation du comité d'entreprise ?, Conclusions du Rapporteur public.
Conseil d'Etat (4^e/5^e ssr) 16 décembre 2009 136

TARAUD Isabelle

- L'acte d'informer : champs et sanctions 165
- Rémunération variable et déroulement de carrière des représentants du personnel : du positif, mais pas seulement...
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 672

TAURAN Thierry

- Arrêts récents de la Cour de cassation (pp. 3 et 4 de la couverture, chaque mois).

THOMANN Pierre

- La société-mère, débiteur solidaire des indemnités de rupture des salariés de la filiale en difficulté.
Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Ind.) 28 juin 2010 600

TILLIE Patrick

- Quand vouloir suspendre la séance de comité d'entreprise en cours laisse les mains libres à l'employeur...
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 147

TOURNAUX Sébastien

- La négociation des sujétions contractuelles du salarié 293

VASSEUR Jean-Louis

- Illicéité d'un arrêté municipal instaurant une restriction de distributions de tracts sur la voie publique.
Juridiction de proximité de Cholet 23 octobre 2009 98
- Conditions d'octroi de subventions par les collectivités locales à des unions syndicales.
Cour administrative d'appel de Versailles 1^{er} octobre 2009 395

VERNAC Stéphane

- Les statuts de la SAS en droit du travail 181

VIEGAS Joao

- Transfert d'entité économique à une personne publique : le pouvoir du juge judiciaire et ses limites.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2010 555

WAQUET Philippe

- Protection des représentants du personnel lorsque leur activité professionnelle dépend d'une habilitation administrative.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 (deux espèces)217

Table alphabétique des matières*

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Risques professionnels – Produits cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) – Attestation d'exposition – Délivrance – Compétence du Conseil de prud'hommes (oui).

1) Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 4 décembre 2008	382
2) Conseil de prud'hommes de Meaux (référé) 27 novembre 2009	384
Note Alain Delaunay , FNME-CGT	385

ACCIDENT DE TRAJET

Doctrine : Incident de parcours et lien avec le service en matière d'accident de trajet des fonctionnaires (CE, 29 janvier 2010, *Ourlil*), Conclusions de **Mattias Guyomar**, Rapporteur public

347	
Annexe : Fonctionnaires et agents publics – Accident de service – Trajet – Notion – Trajet habituel – Incident de parcours – Lien avec le service (oui).	
Conseil d'Etat (6^e s.-sect.) 29 janvier 2010	354

PROTECTION

Licenciement pour motif personnel – Inaptitude physique – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Reconnaissance d'une maladie professionnelle – Défaut de mesures préventives – Cause réelle et sérieuse (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009	389
Note Michel Pécher , DLAJ, Union départementale CGT de la Haute-Vienne	390

Suspension du contrat – Terme – Visite de reprise – Déclaration d'aptitude – Effets – Réintégration dans l'emploi précédent ou un emploi similaire – Emploi similaire – Notion.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mars 2010	437
Note Dominique Holle , DLAJ, Union départementale CGT du Puy de Dôme	438

Constat d'inaptitude en cours – Rupture conventionnelle du contrat de travail – Licéité (non).

Conseil de prud'hommes des Sables-d'Olonne (Départage - Industrie) 25 mai 2010	534
Note Jean-Pierre Bougnoux , Avocat au Barreau d'Angers	536

RÉPARATION

Indemnisation – Préjudice – Evaluation – Déficit fonctionnel permanent – Prise en compte par l'attribution de la rente AT.

Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 12 novembre 2009	144
Note Francis Meyer , Maître de conférences, Institut du Travail, Université de Strasbourg	144

Doctrine : L'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles : une jurisprudence incohérente, par **Francis Meyer**, Maître de Conférences, Institut du Travail, Université de Strasbourg

Hygiène et sécurité – Salariés exposés à l'inhalation de poussière d'amiante – Allocation spécifique de cessation anticipée d'activité – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Action en responsabilité – Préjudice spécifique d'anxiété.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010	604
Note Patrick Leroy	605

Appréciation des préjudices (quatre espèces) – Faute inexcusable – Caractère limitatif de l'indemnisation (non) (première espèce) – Préjudice professionnel (deuxième espèce) – Préjudice d'agrément (troisième espèce) – Cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA) – Préjudice d'anxiété (oui) et préjudice économique (non) (quatrième espèce).

Conseil constitutionnel 18 juin 2010, Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010 (deux esp.), Cour de cassation (ch. soc.) 11 mai 2010	612
Note Frédéric Guiomard , Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest La Défense	613

Doctrine : Accidents du travail, maladies professionnelles : l'indemnisation soumise à la « question » - À propos de la décision n° 2010-8 QPC du 18 juin 2010, par **Maryse Badel**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4, Comptrasec

Action contre l'employeur – Préjudice résultant du départ anticipé en retraite – Compétence des tribunaux judiciaires – Conseil de prud'hommes (non) – TASS (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2010	662
Note Francis Meyer , Maître de conférences à l'Université de Strasbourg, Institut du travail	662

ACCORDS ATYPIQUES

(voir Convention et accord collectifs)

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

(voir Temps de travail)

ANCIENNETÉ (voir Contrat de travail)

AMNISTIE (voir Droit disciplinaire)

ASSURANCES SOCIALES

Relations avec les professions de santé – Prestations admises au remboursement (deux espèces) - Tarification – Nomenclature générale des actes professionnels - Médecins généralistes et médecins spécialistes – Distinction (première espèce) – Remboursement d'un acte – Liste des actes et des prestations pris en charge – Pouvoirs de l'UNCAM (deuxième espèce).

Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010, Conseil d'État 7 avril 2010	616
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest La Défense	616

Tribunaux – Sanctions prononcées par les organismes de Sécurité sociale – Pouvoir de réfaction des tribunaux (oui) (deux espèces).

Cour de cassation (2^e ch. civ.) 8 avril 2010 (deux esp.)	620
Note Laurence Crevel , Chargée d'enseignement à l'Université de Paris X	620

* Les auteurs des notes de jurisprudence dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

CHOMAGE

Succession irrégulière de CDD – Requalification – Indemnité – Cumul avec les allocations chômage (oui) – Récupération des sommes par Pôle emploi (non) – Faute du salarié à ne pas avoir demandé par voie judiciaire la rémunération des périodes non travaillées (non).

Tribunal d'instance d'Orléans 11 février 2010 435
 Note **François Rabion**, Avocat au Barreau de Paris 435

COMITÉS D'ENTREPRISE

ACTION EN JUSTICE

Attributions économiques – Restructuration d'un groupe européen – Comité d'établissement – Consultation – Refus de transmission d'un contrat commercial conclu au niveau supranational – Communication sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 sect. 5) 9 mars 2009 44
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau des Ardennes 45

1° Suppression – Capacité à agir en justice – Maintien – Besoin lié à la liquidation du patrimoine – 2° Financement – Assiette – Rémunérations versées aux salariés durant un congé de reclassement (oui).

Cour d'Appel de Douai (14^e ch.) 26 février 2010 368
 Note **Nathalie Bizot** 370

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

1° Fonctionnement – Délibération – Quorum – Défaut – 2° Attributions économiques – Licenciement pour motif économique – Respect préalable de l'obligation de négociation triennale et de l'obligation d'information annuelle – Nécessité (non) – Information complète et loyale – Définition.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2009 147
 Note **Patrick Tillie** 147
 Note **Tamar Katz**, Avocat au Barreau de Paris, Docteur en droit .. 149

Chroniques jurisprudentielles : Droit social européen (extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

- Directive 98/59 du 20 juillet 1998 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Groupe multinational d'entreprises – Procédure devant être engagée dès qu'une décision stratégique contraint l'employeur à envisager des licenciements.

Cour de Justice des Communautés Européennes, 10 septembre 2009 159

Doctrine : L'acte d'informer : champs et sanctions, par **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau de Versailles 165

Doctrine : La production forcée par voie judiciaire des informations dues au comité d'entreprise, par **Céline Parès**, Avocate au Barreau de Paris 170

Annexe : Comités d'entreprise – Attributions économiques – Information et consultation – Vente des immeubles du groupe – Informations contradictoires sur l'utilisation du produit des ventes – Suspension des opérations de vente.

Tribunal de grande instance de Senlis (1^{re} sect.) 23 juin 2009 174

Doctrine : Les statuts de la SAS en droit du travail, par **Stéphane Vernac**, Doctorant, Université Paris-Ouest Nanterre - La Défense, IRERP, UMR 7029 181

Consultation – Restructuration pour sauvegarde de la compétitivité – 1° Obligation de discrétion des élus – Portée – a) Salariés de l'entreprise – Destinataires légitimes – Restrictions – Conditions de forme et de fond – b) Tiers et concurrents – Restriction non prévue par L. 2325-2 CT – 2° Information loyale et complète – Défaut – Suspension.

Cour d'appel de Versailles (14^e ch.) 31 mars 2010 427
 Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 431

Comité d'entreprise – Ordre du jour – Elaboration conjointe.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

ÉLECTION

Représentant syndical au CE – Désignation – Conditions – Liste commune aux élections – Droit pour chaque syndicat de désigner un représentant.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2009 250
 Note **Claudy Ménard** 251

EXPERTS

Attributions économiques – Désignation d'un expert-comptable – Résistance de l'employeur à communiquer les documents – Action en justice – Droit propre de l'expert-comptable.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 17 septembre 2009 40
 Conclusions de **Patrick Henriot**, Substitut général 41

Doctrine : Les principales difficultés rencontrées dans l'accès aux informations sollicitées par les experts des comités d'entreprise et l'intervention du juge, par **Alain Ottan**, Avocat au Barreau de Montpellier 176

Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Effectif de l'entreprise inférieur à cinquante salariés – 1° Maintien d'un comité d'entreprise – Attributions économiques – Recours à un expert-comptable (oui) – 2° Etablissement d'un PSE (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 678
 Note **Yves Cormillot**, Expert-comptable auprès des Comités d'entreprise 679

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

1° Suppression – Capacité à agir en justice – Maintien – Besoin lié à la liquidation du patrimoine – 2° Financement – Assiette – Rémunérations versées aux salariés durant un congé de reclassement (oui).

Cour d'appel de Douai (14^e ch.) 26 février 2010 368
 Note **Nathalie Bizot** 370

COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT

Attributions économiques – Restructuration d'un groupe européen – Comité d'établissement – Consultation – Refus de transmission d'un contrat commercial conclu au niveau supranational – Communication sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 sect. 5) 9 mars 2009 44
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau des Ardennes 45

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail - Clauses spéciales)

COMITÉS D'HYGIENE ET DE SÉCURITÉ DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Heures de délégation – Dépassement – Notion – Rémunération.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 146
 Note **Claudy Ménard** 146

Doctrine : CHSCT et souffrance au travail - Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires), par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (CERIT-CRDP) 629

Annexe : CHSCT – Expert – Existence d'un risque grave – Pouvoir d'enquête du CHSCT – Mission d'expertise apportant un complément d'informations.

Cour d'appel de Paris (pôle 6 - ch. 1) 23 juin 2010 636

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir également Tribunaux)

COMPÉTENCE

Tribunaux – Compétence – Personne publique chargée d'un service public administratif – Litige avec son personnel – Nature du contrat – Distinction – Contrat de droit privé par détermination de la loi – Conseil de prud'hommes (oui) – Contrat de travail de droit public – Tribunal administratif (oui).

Tribunal des conflits 23 novembre 2009 60
Note **Arnaud Mazières** 61

Licenciement pour motif économique – Unité économique et sociale – 1^o Plan de sauvegarde de l'emploi – Application volontaire – Appréciation des moyens – Indigence du contenu – Annulation du PSE – 2^o Ruptures conventionnelles – Absence de consultation des représentants du personnel – Compatibilité avec la directive communautaire 98/59 – Régularité de la rupture relevant du CPH.

Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 novembre 2009 103
Note **T.K.** 106

Accident du travail et maladie professionnelle – Réparation – Action contre l'employeur – Préjudice résultant du départ anticipé en retraite – Compétence des tribunaux judiciaires – Conseil de prud'hommes (non) – TASS (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2010 662
Note **Francis Meyer**, Maître de conférences à l'Université de Strasbourg, Institut du travail 662

Contrat de travail international – Clause attributive de compétence à une juridiction étrangère – Dispositions impératives du Code du travail (art. R. 1412-1).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 665
Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 665

PROCÉDURE

Doctrine : Contentieux social et régime probatoire : office du juge et exigences de la mise en état et du contradictoire,

– par **Savine Bernard**, Avocate au Barreau du Val d'Oise 187
– par **Marie-Françoise Lebon-Blanchard**, Magistrate, membre du syndicat de la Magistrature 195

Chroniques jurisprudentielles - Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail.

I. Preuve : Administration de la preuve – Carence dans l'administration de la preuve – Preuve détenue par une juridiction pénale – Rejet des prétentions – Méconnaissance par la Cour d'appel de son office.

Cour de cassation (Ch. soc.) 23 juin 2010 559
HALDE – Demande d'audition devant une juridiction – Audition de droit – Procès équitable (oui) – Partie au procès (non).

Cour de cassation (Ch. soc.) 2 juin 2010 560

II. Prescription : Prescription des demandes nouvelles – Saisine du Conseil – Interruption de la prescription – Nouvelles demandes – Interruption de la prescription à la date de la saisine initiale.

Cour de cassation (Ch. soc.) 8 avril 2010 562

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Deuxième partie : Le vol de documents pour se défendre en justice, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 582
Annexe : Vol – Vol par salarié – Fait justificatif – Exercice des droits de la défense – Limite – Litige prud'homal.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 juin 2009 592

Chroniques jurisprudentielles : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy-2.

Compensation salariale – Compensation légale – Conditions – Compensation judiciaire – Conditions – Règle de l'unicité de l'instance – Demandes nées après l'extinction d'une instance précédente (non) – Demandes identiques à celles présentées dans une instance terminée par désistement (oui).

Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc. 4^e ch., sect. 1) 5 mai 2010 624

Licenciement pour motif économique – Contestation – Prescription – Délai – Prescription spéciale de douze mois (L. 1235-7 deuxième alinéa) – Portée – Action en nullité pour absence ou insuffisance de PSE.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 675
Note **Paul Darves-Bornoz** 675

Bureau de conciliation

Conseil de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs – Production de pièces – Procès équitable – Egal accès aux moyens de preuve – Office du juge – Secret médical – Portée.

Conseil de prud'hommes d'Orléans (Conciliation - Départage) 2 avril 2010 492
Note **Jean-Marc Saglier**, Conseiller prud'homme 494

Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy-2.

III. Conciliation : Procès-verbal de conciliation – Transaction – Conciliation postérieure – Effet limité – Caducité de la transaction (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2010 623

RÉFÉRÉ

Contrat de travail – Frais professionnels – Prise en charge par l'employeur – Respect du salaire minimum – Pouvoirs du juge des référés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 151

Protection des représentants du personnel – Activité professionnelle nécessitant la détention d'une autorisation administrative – Retrait ou suspension – Conséquence – Obligations de l'employeur – Rémunération du salarié – Pouvoirs du juge des référés (deux espèces) – Permis de conduire (première espèce) – Habilitation préfectorale du personnel aéroportuaire (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 ... 217
Avis de l'Avocat général **Jacques Duplat** 218

2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 221
Avis de l'Avocat général **Jacques Duplat** 222

Note **Philippe Waquet**, Conseiller Doyen honoraire de la Cour de cassation 224

Hygiène et sécurité – Risques professionnels – Produits cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) – Attestation d'exposition – Délivrance – Compétence du Conseil de prud'hommes (oui).

1) Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 4 décembre 2008 382

2) Conseil de prud'hommes de Meaux (référé) 27 novembre 2009 384
Note **Alain Delaunay**, FNME-CGT 385

Grève – Faute lourde – Etablissement des faits – Participation personnelle du salarié – Défaut – Référé – Réintégration.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 446

Unité économique et sociale – Embauche – Travail au sein d'une société de l'UES – Rupture du contrat de travail – Personne habilitée – UES (non) – Réintégration.

Conseil de prud'hommes de Paris (référé - départage) 8 juin 2010 669

Note **Gilbert Jacquemet**, Défenseur syndical 671

CONTRAT DE TRAVAIL

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d'entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d'œuvre – Réintégration dans l'entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce).

Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section Industrie - Département) 16 novembre 2009 252
 Note **Pascal Rennes** 258

Doctrine : Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 17

Annexe : 1° Contrat de travail – Changement d'employeur – Acceptation – Conditions (deux espèces) – Transfert conventionnel d'activité – Modification du contrat pour motif économique (L. 1222-6) (non) – Novation (première espèce) – Clause de mobilité intra-groupe – Renonciation par avance – Nullité (deuxième espèce).

2° Licenciement – Procédure et notification – Salarié d'une filiale – Décision de rupture et entretien préalable par le DRH de la société-mère – Licéité d'un mandat, même non formalisé – Condition – Centralisation de la gestion des carrières dans le groupe (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 20

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 21

Doctrine : Transporteurs sous-traitants : « Cachez ces conducteurs que je ne saurais voir » (à propos de Soc. 14 avril 2010, *UD FO* contre *Heppner*), par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles 341

Annexe : Représentation du personnel – Effectif et électoral – Travailleurs mis à disposition – Inclusion – Conditions – Lien de subordination (non) – Caractère ponctuel et exclusivité – Portée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 345

Unité économique et sociale – Embauche – Travail au sein d'une société de l'UES – Rupture du contrat de travail – Personne habilitée – UES (non) – Réintégration.

Conseil de prud'hommes de Paris (référé - département) 8 juin 2010 669

Note **Gilbert Jacquemet**, Défenseur syndical 671

EXÉCUTION DU CONTRAT

Contrat de travail – Exécution – Obligation patronale de sécurité – Mésentente grave et persistante entre salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 90

Moyens informatiques mis à disposition du salarié – Usage personnel – Limites (deux espèces) – Fichiers de nature personnelle – Identification (première espèce) – Correspondances électroniques – Consultation par l'employeur – Condition (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 90

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2009 91

Note **Adrien Brousse**, Avocat au Barreau de Paris 92

Salarié conducteur d'un véhicule – Accident de la circulation – Dommages à un tiers – Loi du 5 juillet 1985 (non) – Responsabilité civile de l'employeur.

Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 28 mai 2009 150

Santé au travail (deux espèces) – Harcèlement moral – Atteinte à la dignité (première espèce) – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Portée (deuxième espèce).

1re espèce : Cour d'appel de Montpellier (4e ch. soc.) 3 mars 2010 372

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2010 374

Note **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2 (CERIT/CRDP) 375

Doctrine : Quelques remarques sur l'actualité législative des créations de salariés – Compte-rendu du colloque Propriété Intellectuelle et Droit du Travail, Questions choisies et inédites, par **Camille Dorignon**, Doctorante en Propriété Intellectuelle (Paris II) 486

Port obligatoire d'une tenue – Frais d'entretien – Charge devant être supportée par l'employeur (deux espèces).

1re espèce : Conseil de prud'hommes d'Anney (Département - Industrie) 13 mars 2009 494

2e espèce : Conseil de prud'hommes de Cahors (Département - Industrie) 1er mars 2010 497

Note **Nathalie Bizot** 498

Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Préjudice.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2010 537

Note **Arnaud Mazières** 537

CLAUSES SPÉCIALES

Doctrine : Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 17

Annexe : Contrat de travail – Changement d'employeur – Acceptation – Conditions (deux espèces) – Transfert conventionnel d'activité – Modification du contrat pour motif économique (L. 1222-6) (non) – Novation (première espèce) – Clause de mobilité intra-groupe – Renonciation par avance – Nullité (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 20

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 21

Licenciement – Clause de non-concurrence – Renonciation de l'employeur – Manifestation de volonté claire et non équivoque – Notification individuelle de la renonciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 211

Note **Paul Darves-Bornoz** 212

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d'entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d'œuvre – Réintégration dans l'entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce) – Société de gardiennage – Transfert partiel – Salarié élu délégué du personnel dans l'entreprise utilisatrice – Ignorance du statut de salarié protégé par les sociétés de gardiennage – Licenciement pour cause réelle et sérieuse (deuxième espèce).

1re espèce : Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section Industrie - Département) 16 novembre 2009 252

2e espèce : Conseil de prud'hommes de Nancy (Section Activités diverses - Département), 7 septembre 2009 256

Note **Pascal Rennes** 258

Doctrine : La négociation des sujétions contractuelles du salarié, par **Sébastien Tournaux**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 4 293

Doctrine : La négociation de la mobilité du salarié sous contrôle du juge, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux IV 301

Conseil de prud'hommes – Compétence – Contrat de travail international – Clause attributive de compétence à une juridiction étrangère – Dispositions impératives du Code du travail (art. R. 1412-1).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 665

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 665

MODIFICATIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL

Doctrine : Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 17

Annexe : Contrat de travail – Changement d'employeur – Acceptation – Conditions (deux espèces) – Transfert conventionnel d'activité – Modification du contrat pour motif économique (L. 1222-6) (non) – Novation (première espèce) – Clause de mobilité intra-groupe – Renonciation par avance – Nullité (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 20

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 21

Temps de travail – Modulation – Conventions et accords collectifs (deux espèces) – Information des salariés – Dispositions conventionnelles (première espèce) – Accord d'entreprise ne respectant pas les exigences légales – Incidence – Refus du salarié d'accepter la mise en œuvre de l'accord – Légitimité (oui) (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mai 2009 57

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 58

Note Marie-Pierre Iturrioz, Conseillère fédérale 59

1° Convention et accord collectifs – Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.

2° Contrat à durée déterminée – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009 267

Note Arnaud Mazières 269

Doctrine : Au nom de l'intérêt de l'entreprise..., par **Bernadette Lardy-Pélissier**, Maître de conférences à l'Université Toulouse I Capitole 356

Annexe : Contrat de travail – Lieu de travail – Mutation – Caractère temporaire – Modification du contrat (non) – Conditions.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 février 2010 359

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE

CAS DE RECOURS

1° Convention et accord collectifs – Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.

2° Contrat à durée déterminée – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009 267

Note Arnaud Mazières 269

Remplacement – Salarié remplacé restant présent dans l'entreprise – Licéité (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2010 668

Note Annie de Saint-Rat, Avocate au Barreau de Paris 668

REQUALIFICATION

Succession irrégulière de CDD – Requalification – Indemnité – Cumul avec les allocations chômage (oui) – Récupération des sommes par Pôle emploi (non) – Faute du salarié à ne pas avoir demandé par voie judiciaire la rémunération des périodes non travaillées (non).

Tribunal d'instance d'Orléans 11 février 2010 435

Note François Rabion, Avocat au Barreau de Paris 435

CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS

Doctrine : La loi négociée, par **Christophe Radé**, Professeur à l'Université de Bordeaux IV 319

Doctrine : L'articulation des normes conventionnelles, par **Gilles Auzero**, Professeur à l'Université de Bordeaux IV 324

NÉGOCIATION

Rémunération – Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Mesure unilatérale – Part variable de la rémunération et salaires effectifs – Trouble manifestement illicite.

Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 7 novembre 2008 55

Note Victoria Bley, Doctorante à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 56

Égalité de traitement – Rémunération – Salariés travaillant dans des établissements différents.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 94

Note Isabelle Meyrat 95

Comité d'entreprise – 1° Fonctionnement – Délibération – Quorum – Défaut – 2° Attributions économiques – Licenciement pour motif économique – Respect préalable de l'obligation de négociation triennale et de l'obligation d'information annuelle – Nécessité (non) – Information complète et loyale – Définition.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2009 147

Note Patrick Tillie 147

Note Tamar Katz, Avocat au Barreau de Paris, Docteur en droit .. 149

1° Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.

2° Contrat à durée déterminée – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009 267

Note Arnaud Mazières 269

Doctrine : L'improbable démocratie en ligne (quelques réflexions sur le vote électronique à l'entreprise et l'approche critique de la CGT), par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT . 576

Annexe : Elections professionnelles – Modalités d'organisation – Vote électronique – Validité – Condition (deux espèces) – Accord collectif soumis à l'approbation des salariés – Régularité de la consultation – Contestation – Point de départ (première espèce) – Comité d'entreprise et délégués du personnel – Opérations électorales – Modalités d'organisation et de déroulement – Vote électronique permis par un accord d'entreprise ou de groupe – Accord d'établissement (non) (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2010 580

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2010 581

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Temps de travail – Modulation – Conventions et accords collectifs (deux espèces) – Information des salariés – Dispositions conventionnelles (première espèce) – Accord d'entreprise ne respectant pas les exigences légales – Incidence – Refus du salarié d'accepter la mise en œuvre de l'accord – Légitimité (oui) (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mai 2009 57

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 58

Note Marie-Pierre Iturrioz, Conseillère fédérale 59

Égalité de traitement – Avantages conventionnels réservés aux cadres – Justification – Raisons objectives et pertinentes – Durée du préavis – Indemnité conventionnelle de licenciement.

Cour d'appel de Montpellier (4e Ch. soc.) 4 novembre 2009 ..152

Note Emma Cauvé, Juriste syndicale 154

Syndicat professionnel – Défaut de représentativité – Conséquence – Principe d'égalité de traitement – Bénéfice d'un accord sur le droit syndical (oui).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 6 mai 2010 500

Note Cécile Nicod, Maître de conférences à l'Université Lyon 2, ERDS-Cercrid, UMR CNRS Saint-Etienne-Lyon 2 503

Doctrine : CHSCT et souffrance au travail - Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires), par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (CERIT-CRDP) 629

Annexe : CHSCT – Expert – Existence d'un risque grave – Pouvoir d'enquête du CHSCT – Mission d'expertise apportant un complément d'informations.

Cour d'appel de Paris (pôle 6 - ch. 1) 23 juin 2010 636

Convention et accord collectifs – Plan social – Avantage ne pouvant être subordonné à la signature d'une transaction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISÉ (CRP), CONVENTION DE CONVERSION (voir Licenciement pour motif économique)

DÉLÉGATION UNIQUE (voir Élections)

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

ATTRIBUTIONS

1° Contrat de travail – Exécution – Moyens informatiques mis à disposition du salarié – Usage personnel – Limites (deux espèces) – Fichiers de nature personnelle – Identification (première espèce) – Correspondances électroniques – Consultation par l'employeur – Condition (deuxième espèce).

2° Libertés et droits fondamentaux – Protection – Action du délégué du personnel.

1re espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 90

2e espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2009 91

Note **Adrien Brousse**, Avocat au Barreau de Paris 92

HEURES DE DÉLÉGATION

Protection des représentants du personnel – Discrimination – Rémunération – Part variable – Incidence des heures de délégation – Versement d'un montant moyen de rémunération.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 672

Note **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne 673

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicat professionnel)

DÉMISSION

(voir Ruptures du contrat de travail)

DISCRIMINATION

(voir également Egalité professionnelle)

Directive 2000/78 du 27 novembre 2000 – Différence de traitement à raison de l'âge. 1) Licenciement et refus d'embauche des salariés ayant atteint l'âge de la retraite.

Cour de Justice des Communautés européennes, 5 mars 2009 161

Preuve – Ralentissement de carrière – Comparaison avec d'autres salariés – Exigence (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 208

Note **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale DLAJ 208

1° Discrimination homme/femme – Rémunération – Rattrapage de salaire – Exécution déloyale du contrat.

2° Tribunaux – Intervention de la Halde – Recevabilité.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Encadrement - Département) 16 octobre 2009 273

Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau du Val d'Oise 277

Entreprises publiques – Mise à la retraite d'office – Discrimination liée à l'âge – Nullité (deux espèces) – Réintégration – Préjudice de carrière – Repositionnement (deuxième espèce).

1re espèce: Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 4) 2 juin 2009 376

2e espèce: Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 11) 10 décembre 2009 377

Note **Francis Saramito** 380

Grève – Rémunération – Prime attribuée aux non-grévistes – Discrimination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2010 447

Principe de non-discrimination dans l'emploi à raison de l'âge (deux espèces) – Justification d'un âge maximum par une exigence professionnelle essentielle et déterminante (première espèce) – Non-prise en compte des périodes de travail accomplies avant l'âge de 25 ans pour le calcul du délai de préavis – Disposition contraire au principe de non-discrimination en fonction de l'âge concrétisé par la directive 2000/78, devant rester inappliquée (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de Justice de l'Union Européenne, 12 janvier 2010 457

2e espèce : Cour de Justice de l'Union Européenne, 19 janvier 2010 457

Note **Michèle Bonnechère** 457

Doctrine : Maternité et discrimination dans la carrière (à propos de Cour d'appel de Paris, 5 mai 2010, Niel contre BNP Paribas), par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, Irerp, Université Paris-Ouest La Défense 475

Annexe : Egalité de traitement – Egalité hommes/femmes – Maternité – Discrimination dans la carrière – Prise d'acte de la rupture – Réparation du préjudice subi.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 6), 5 mai 2010 481

Egalité de rémunération – Notion de valeur égale – Appréciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 538

Note **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, Irerp, Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense 539

Licenciement en raison d'activités syndicales – Nullité – Indemnisation – Paiement des salaires afférents à la période couverte par la nullité – Déduction des revenus de remplacement perçus pendant la période (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2010 608

Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 609

1° Contrat de travail – Evolution de carrière – Droit du salarié (non) – Différence de traitement – Examen.

2° Protection des représentants du personnel – Discrimination – Rémunération – Part variable – Incidence des heures de délégation – Versement d'un montant moyen de rémunération.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 672

Note **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne 673

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir également Protection des représentants du personnel)

Représentants du personnel – Référé-suspension devant le tribunal administratif – Suspension de l'exécution des décisions (deux espèces) – Comité d'entreprise – Nombre d'établissements distincts – Décision administrative de répartition (première espèce) – Salarié protégé – Autorisation de licenciement (deuxième espèce).

1re espèce: Tribunal administratif de Versailles (référé) 23 novembre 2009	391
2e espèce: Tribunal Administratif de Nîmes (référé) 5 août 2008	392
Note Pascal Rennes	393

Syndicat professionnel – Financement – Subvention d'une collectivité territoriale – Conditions –

Cour administrative d'appel de Versailles (2e ch.) 1er octobre 2009	395
Note Jean-Louis Vasseur , Avocat au Barreau de Paris	395

Doctrine : Le contentieux administratif de la responsabilité en cas de licenciement illégal d'un salarié protégé, par **Gérald Chalon**, Avocat au Barreau de Reims

Entreprises en difficultés – Jugement ouvrant la liquidation judiciaire – Portée – Licenciement pour motif économique – Groupe de sociétés – Examen du motif économique au regard du secteur d'activités.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (6e ch.) 9 mars 2010	598
Note François Dumoulin , Avocat au Barreau de Lyon	599

DROIT DISCIPLINAIRE

Pluralité de faits fautifs – Sanction d'une partie des faits – Possibilité de sanctionner ultérieurement les autres faits non prescrits (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2010	439
Note Michel Estevez , Conseiller prud'homme	440

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Première partie : Le droit à un débat contradictoire, par **Mireille Poirier**

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Deuxième partie : Le vol de documents pour se défendre en justice, par **Mireille Poirier**

Annexe : Vol – Vol par salarié – Fait justificatif – Exercice des droits de la défense – Limite – Litige prud'homal.	582
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 juin 2009	592

REGLEMENT INTÉRIEUR

Doctrine : Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles), par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense

Annexe : 1° Contrat de travail – Pouvoir de direction de l'employeur – Restriction aux libertés fondamentales – Liberté d'expression – Contrôle et surveillance des salariés – Dispositif d'alerte professionnelle. 2° Informatique et libertés – Traitement automatisé d'informations nominatives – Autorisation unique de la CNIL – Mesures d'informations – Nécessité – Portée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2009	248
---	-----

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Contrat de travail – Démonstrateur de grand magasin – 1° Prêt illicite de main d'œuvre – Affectation indifférente – Défaut de spécificité – 2° Marchandage – Absence de bénéfice du statut social du donneur d'ordres.

Tribunal de grande instance de Bayonne (Ch. correct.) 19 mars 2009	260
Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans	264

Hygiène et sécurité – Responsabilité pénale du chef d'entreprise – Délégation de pouvoirs – Condition de validité.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 décembre 2009	381
--	-----

Hygiène et sécurité – Délégation de pouvoir – Groupement d'entreprises – Déléataire unique salarié de l'une des sociétés – Responsabilité pénale d'une personne morale membre du groupement – Imputation – Employeur de la victime.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 13 octobre 2009	543
Note Emmanuelle Lafuma , Maître de conférences à l'Université de Paris XIII	544

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Doctrine : Pour un Ministère public actif dans la construction de la jurisprudence sociale, par **Patrick Henriot**, Substitut général, Vice-Président du Syndicat de la magistrature

Doctrine : La loi négociée, par **Christophe Radé**, Professeur à l'Université Bordeaux IV

Doctrine : L'articulation des normes conventionnelles, par **Gilles Auzero**, Professeur à l'Université Bordeaux IV

Doctrine : Observations sur le concept de dignité appliqué aux relations de travail, par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'université de Nantes

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Transfert d'entreprise – Condition – Information des salariés en l'absence de représentants du personnel – Obligation résultant de la directive 2001/23 – Défaut de transposition – Indemnisation du préjudice (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009	110
Note Nicolas Moizard , Maître de conférences à l'Université d'Orléans, CRJ Pothier	111

Chroniques jurisprudentielles : Droit social européen (extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

- Directive 98/59 du 20 juillet 1998 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Groupe multinational d'entreprises – Procédure devant être engagée dès qu'une décision stratégique contraint l'employeur à envisager des licenciements.

Cour de Justice des Communautés Européennes, 10 septembre 2009

- Directive 2000/78 du 27 novembre 2000 – Différence de traitement à raison de l'âge.

I) Licenciement et refus d'embauche des salariés ayant atteint l'âge de la retraite.

Cour de Justice des Communautés européennes, 5 mars 2009

- II) Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail – Détermination de la rémunération des agents contractuels de l'État – Exclusion de l'expérience professionnelle acquise avant l'âge de 18 ans.

Cour de Justice des Communautés européennes, 18 juin 2009

Syndicat professionnel – Liberté d'expression – Restriction – Tract – Caractère injurieux – Licenciement à titre de rétorsion.

Cour européenne des droits de l'Homme 8 décembre 2009 .. 281
Note **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 282

Temps de travail – Chauffeurs routiers – Réglementation communautaire sur les temps de conduite et de repos – Temps de repos – Disponibilité – Etablissement d'attache – Parcours d'approche.

Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) 29 avril 2010 . 401
Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire 401

Chroniques jurisprudentielles : Droit social européen (extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

- Convention européenne des droits de l'Homme (article 11) – Droit de grève – Droit indissociable de la liberté syndicale – Restrictions limitées par la convention.

Cour européenne des droits de l'Homme (3^e section) 21 avril 2009 453

- Protection des représentants du personnel contre le licenciement – Directive 2002/14 du 11 mars 2002 sur l'information et la consultation des travailleurs – Transposition possible par accords collectifs d'application générale – Seuil minimal de protection.

Cour de Justice de l'Union Européenne, 11 février 2010 456

- Principe de non-discrimination dans l'emploi à raison de l'âge (deux espèces) – Justification d'un âge maximum par une exigence professionnelle essentielle et déterminante (première espèce) – Non-prise en compte des périodes de travail accomplies avant l'âge de 25 ans pour le calcul du délai de préavis – Disposition contraire au principe de non-discrimination en fonction de l'âge concrétisé par la directive 2000/78, devant rester inappliquée (deuxième espèce).

1^{re} espèce: Cour de Justice de l'Union Européenne, 12 janvier 2010 457

2^e espèce: Cour de Justice de l'Union Européenne, 19 janvier 2010 457

Égalité de rémunération – Notion de valeur égale – Appréciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 538
Note **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, Irerp, Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense 539

Doctrine : Les arrêts *Viking* et *Laval* : et après ?, par **Sylvaine Laulom**, Professeure à l'Université de Lyon, Université Jean Monnet (Saint-Etienne), CERCRID CNRS UMR 5137 570

Conseil de prud'hommes – Compétence – Contrat de travail international – Clause attributive de compétence à une juridiction étrangère – Dispositions impératives du Code du travail (art. R. 1412-1).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 665

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 665

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir également Discriminations)

Conventions et accords collectifs – Égalité de traitement – Rémunération – Salariés travaillant dans des établissements différents.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 94
Note **Isabelle Meyrat** 95

Convention et accord collectifs – Égalité de traitement – Avantages conventionnels réservés aux cadres – Justification – Raisons objectives et pertinentes – Durée du préavis – Indemnité conventionnelle de licenciement.

Cour d'appel de Montpellier (4^e Ch. soc.) 4 novembre 2009 .. 152
Note **Emma Cauvé**, Juriste syndicale 154

Directive 2000/78 du 27 novembre 2000 – Différence de traitement à raison de l'âge.

l) Licenciement et refus d'embauche des salariés ayant atteint l'âge de la retraite.

Cour de Justice des Communautés européennes, 5 mars 2009 161

Doctrine : Maternité et discrimination dans la carrière (à propos de Cour d'appel de Paris, 5 mai 2010, Niel contre BNP Paribas), par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, Irerp, Université Paris-Ouest La Défense 475

Annexe : Égalité de traitement – Égalité hommes/femmes – Maternité – Discrimination dans la carrière – Prise d'acte de la rupture – Réparation du préjudice subi.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 6), 5 mai 2010 481

Syndicat professionnel – Défaut de représentativité – Conséquence – Principe d'égalité de traitement – Bénéfice d'un accord sur le droit syndical (oui).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 6 mai 2010 500

Note **Cécile Nicod**, Maître de conférences à l'Université Lyon 2, ERDS-Cercrid, UMR CNRS Saint-Etienne-Lyon 2 503

Égalité de rémunération – Notion de valeur égale – Appréciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 538

Note **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, Irerp, Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense 539

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES (voir également Unité économique et sociale)

Doctrine : L'improbable démocratie en ligne (quelques réflexions sur le vote électronique à l'entreprise et l'approche critique de la CGT), par

Philippe Masson, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT . 576

Annexe : Elections professionnelles – Modalités d'organisation – Vote électronique – Validité – Condition (deux espèces) – Accord collectif soumis à l'approbation des salariés – Régularité de la consultation – Contestation – Point de départ (première espèce) – Comité d'entreprise et délégués du personnel – Opérations électorales – Modalités d'organisation et de déroulement – Vote électronique permis par un accord d'entreprise ou de groupe – Accord d'établissement (non) (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2010 580

2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2010 581

Comité d'entreprise et délégués du personnel – Protocole d'accord préélectoral – Négociation – Obligations de l'employeur – Information des organisations syndicales – Contenu – Éléments nécessaires au contrôle des effectifs et de la régularité de la liste électorale – Salarié mis à disposition par des entreprises extérieures – Droit de vote dans l'entreprise utilisatrice (deux espèces) – Droit d'option – Moment (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Tribunal d'Instance de Nantes 9 juin 2010 593

2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mai 2010 595

Note **Stéphane Ducrocq** 596

CADRE DE L'ÉLECTION

Représentants du personnel – Référé-suspension devant le tribunal administratif – Suspension de l'exécution des décisions (deux espèces) – Comité d'entreprise – Nombre d'établissements distincts – Décision administrative de répartition (première espèce) – Salarié protégé – Autorisation de licenciement (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Tribunal administratif de Versailles (référé) 23 novembre 2009 391

2^e espèce : Tribunal Administratif de Nîmes (référé) 5 août 2008 392

Note **Pascal Rennes** 393

Secteur public – Membres du conseil d'administration représentant le personnel – Champ d'application – Filiales d'entreprise publique – Forme sociale – SAS – Incidence (non) – Vote électronique – Caractère exclusif – Licéité (non) – Respect des principes généraux du droit électoral.

Tribunal d'Instance de Paris (14^e arrdt) 7 mai 2009 441
Note **Claudy Ménard** 445

Doctrine : Comment définir le périmètre de représentativité ?, par **Claudy Ménard** 489

EFFECTIF

Doctrine : Transporteurs sous-traitants : « Cachez ces conducteurs que je ne saurais voir » (à propos de Soc. 14 avril 2010, *UD FO* contre *Heppner*), par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles 341

Annexe : Représentation du personnel – Effectif et électoral – Travailleurs mis à disposition – Inclusion – Conditions – Lien de subordination (non) – Caractère ponctuel et exclusivité – Portée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 345

RÉSULTATS

Comité d'entreprise – Représentant syndical au CE – Désignation – Conditions – Liste commune aux élections – Droit pour chaque syndicat de désigner un représentant.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2009 250

Note **Claudy Ménard** 251

Doctrine : Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010), par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse 655

Annexe : Syndicat professionnel (deux espèces) – 1° Syndicats affiliés à la même confédération nationale (deux espèces) – Personnalité morale : caractère indifférent – Appréciation des résultats aux élections professionnelles (première espèce) – Liste unique de candidats par collègue (deuxième espèce) – 2° Délégué syndical – Mandat – Durée – Expiration – Renouvellement des institutions représentatives dans l'entreprise (première espèce).

1^{re} espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 660

2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 . 661

EMPLOI

Doctrine : Immigration et travail décent, par **Michèle Bonnechère** 1

Doctrine : Le contrôle administratif de la rupture conventionnelle négociée en Gironde en 2009, par **Franck Lebeau**, Directeur adjoint du Travail 316

Doctrine : La négociation des plans de restructuration, par **Alexandre Fabre**, Maître de conférences à l'Université de Rennes 331

Contrat de travail – Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Préjudice.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2010 537

Note **Arnaud Mazières** 537

EMPLOYEUR (voir Contrat de travail - Définition du rapport salarial)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS

Entreprises en difficultés – Jugement ouvrant la liquidation judiciaire – Portée – Licenciement pour motif économique – Groupe de sociétés – Examen du motif économique au regard du secteur d'activités.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (6^e ch.) 9 mars 2010 598

Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 599

Entreprises en difficultés – Licenciements économiques collectifs – Responsabilité de la société dominante du groupe – Réorganisation interne conduisant à la cessation de paiement de la filiale – Manquements fautifs – Défaut de cause réelle et sérieuse aux ruptures des contrats de travail – Employeur et société dominante reconnus débiteurs solidaires des indemnités.

Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Ind.) 28 juin 2010 600

Note **Pierre Thomann**, Responsable du secteur juridique CFDT Alsace 603

Entreprises en difficultés – Lettre – Mention du jugement arrêtant le plan de cession.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

ENTREPRISES PUBLIQUES

Statut réglementaire d'ordre public – Transport aérien – Statut collectif de travail – Renonciation par avance – Interdiction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 272

Mise à la retraite d'office – Discrimination liée à l'âge – Nullité (deux espèces) – Réintégration – Préjudice de carrière – Repositionnement (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 4) 2 juin 2009 376

2^e espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 11) 10 décembre 2009 377

Note **Francis Saramito** 380

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Tribunaux – Compétence – Personne publique chargée d'un service public administratif – Litige avec son personnel – Nature du contrat – Distinction – Contrat de droit privé par détermination de la loi – Conseil de prud'hommes (oui) – Contrat de travail de droit public – Tribunal administratif (oui).

Tribunal des conflits 23 novembre 2009 60

Note **Arnaud Mazières** 61

Doctrine : Incident de parcours et lien avec le service en matière d'accident de trajet des fonctionnaires (CE, 29 janvier 2010, *Oculi*), Conclusions de **Mattias Guyomar**, Rapporteur public 347

Annexe : Fonctionnaires et agents publics – Accident de service – Trajet – Notion – Trajet habituel – Incident de parcours – Lien avec le service (oui).

Conseil d'Etat (6^e s.-sect.) 29 janvier 2010 354

Propriété des inventions – Qualité de salarié ou d'agent public (L 611-7 CPI) – Caractère dérogoire du régime de propriété par rapport à l'art. L 611-6 CPI – Extension aux stagiaires et étudiants (non).

Conseil d'État (4^e et 5^e ssr) 22 février 2010 540

Note **Camille Dorignon**, Doctorante en droit de la propriété intellectuelle, Université de Paris II Panthéon Assas 541

FORMATION PROFESSIONNELLE

Contrat de travail – Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Préjudice.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2010 537

Note **Arnaud Mazières** 537

FUSIONS D'ENTREPRISES (voir Transfert d'entreprise)

GREVE

DÉCLENCHEMENT

Services publics

Transports de voyageurs (loi 21 août 2007) – Déclaration individuelle de participation au mouvement – Moment – Détermination – Renouvellement quotidien de la déclaration (non) – Atteinte au droit de grève.

Tribunal de grande instance de Lyon (Référé) 5 octobre 2009 155
Note **Yan Cornevaux**, Avocat au Barreau de Paris 157

MODALITÉS

Convention européenne des droits de l'Homme (article 11) – Droit de grève – Droit indissociable de la liberté syndicale – Restrictions limitées par la convention.

Cour européenne des droits de l'Homme (3^e section) 21 avril 2009 453
Note **Michèle Bonnechère** 453

PROTECTION

Licenciement pour motif personnel – Pluralité de motifs – Illicéité de l'un d'entre eux lié à la participation à une grève – Absence de faute lourde – Nullité de la rupture.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 53
Note **Eladia Delgado**, Avocat au Barreau de Lyon 53

Faute lourde – Etablissement des faits – Participation personnelle du salarié – Défaut – Référé – Réintégration.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 446

Doctrine : Les arrêts *Viking* et *Laval* : et après ?, par **Sylvaine Laulom**, Professeure à l'Université de Lyon, Université Jean Monnet (Saint-Etienne) 570

RÉMUNÉRATION

Incidence de la grève sur la rémunération de cadres au forfait jours (CA Paris, 12 novembre 2009, *Giat Industries*), Observations du Ministère public, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 237

Annexe : Grève – Retenue sur la rémunération – Proportionnalité – Existence d'un forfait-jours – Incidence – Dispositions de l'accord d'entreprise RTT sur les absences inférieures à la demi-journée.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 2) 12 novembre 2009 241

Prime attribuée aux non-grévistes – Discrimination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2010 447

RÉQUISITION - SERVICE MINIMUM

Pouvoirs de l'employeur – Réquisition d'un salarié – Dispositions du règlement intérieur – Participation à service minimum de sécurité – Refus du salarié – Sanction (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2009 278
Note **Jérôme Ferraro**, Avocat au Barreau de Marseille 278

HARCELEMENT MORAL

Doctrine : Le harcèlement moral est mort, vive le harcèlement moral ? Oraison funèbre, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Nancy 2 (CERIT/CRDP) 117
Annexe : Harcèlement moral – Définition (deux espèces) – Intention de l'auteur des actes de harcèlement – Caractère indifférent (première espèce) – Méthodes de gestion – Harcèlement managérial (oui) – (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 123
2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 .. 124

Contrat de travail – Exécution – Santé au travail (deux espèces) – Harcèlement moral – Atteinte à la dignité (première espèce) – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Portée (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Montpellier (4^e ch. soc.) 3 mars 2010 372

2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2010 374
Note **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2 (CERIT/CRDP) 375

Eléments constitutifs – Local de travail dégradé – Défaut de fourniture de travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2010 500

HEURES SUPPLÉMENTAIRES (voir Temps de travail)

HYGIENE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail)

RÉGLEMENTATION

Contrat de travail – Exécution – Obligation patronale de sécurité – Mésentente grave et persistante entre salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 90

Risques professionnels – Produits cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) – Attestation d'exposition – Délivrance – Compétence du Conseil de prud'hommes (oui).

1) Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 4 décembre 2008 382

2) Conseil de prud'hommes de Meaux (référé) 27 novembre 2009 384

Note **Alain Delaunay**, FNME-CGT 385

RESPONSABILITÉS

Responsabilité pénale du chef d'entreprise – Délégation de pouvoirs – Condition de validité.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 décembre 2009 381

Délégation de pouvoir – Groupement d'entreprises – Déléataire unique salarié de l'une des sociétés – Responsabilité pénale d'une personne morale membre du groupement – Imputation – Employeur de la victime.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 13 octobre 2009 543

Note **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII 544

Salariés exposés à l'inhalation de poussière d'amiante – Allocation spécifique de cessation anticipée d'activité – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Action en responsabilité – Préjudice spécifique d'anxiété.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010 604

Note **Patrick Leroy** 605

INAPTITUDE (voir aussi Santé au travail)

Médecin du travail – Déclaration d'inaptitude – Défaut de contestation de l'avis d'inaptitude (deux espèces) – Visite de reprise – Fin de la période de suspension (première espèce) – Obligation de reclassement (deuxième espèce).

1re espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2009 ... 46
2e espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2009 47
Note Valérie Lacoste-Mary, Maître de Conférences en droit privé à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 47

Doctrine : Quelques réflexions pratiques sur l'inaptitude et le reclassement des travailleurs déclarés inaptés, par **Daniel Joseph** 130

Contrat de travail – Exécution – Santé au travail – Médecin du travail – Avis sur l'aptitude – Notion et portée – Avis d'aptitude avec restrictions – Contestation – Recours administratif devant l'inspecteur du travail – Caractère exclusif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 265
Note Arnaud Mazières 266

Licenciement pour motif personnel – Inaptitude physique – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Reconnaissance d'une maladie professionnelle – Défaut de mesures préventives – Cause réelle et sérieuse (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 389
Note Michel Pécher, DLAJ, Union départementale CGT de la Haute-Vienne 390

Accidents du travail – Constat d'inaptitude en cours – Rupture conventionnelle du contrat de travail – Licéité (non).

Conseil de prud'hommes des Sables-d'Olonne (Départage - Industrie) 25 mai 2010 534
Note Jean-Pierre Bougnoux, Avocat au Barreau d'Angers 536

Maladie – Licenciement – Nullité (deux espèces) – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l'entreprise – Réintégration (première espèce) – Restrictions d'aptitude au poste par le médecin du travail – Licenciement prononcé au motif d'un prétendu avis d'inaptitude (deuxième espèce).

1re espèce: Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 30 juin 2009 548
2e espèce: Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 15 juin 2010 550
Note Nathalie Bizot 553

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Doctrine : Vidéosurveillance des salariés dans l'entreprise : une atteinte par nature disproportionnée aux droits de la personne, par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Institut des Sciences sociales du travail de Sceaux - Université Paris I Panthéon-Sorbonne 81
 Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Vidéosurveillance – 1° Proportionnalité et finalité du dispositif – Appréciation – 2° Personnes épiées – Salariés – Information – 3° Sécurisation des données.
CNIL, Délibération n° 2009-201 du 16 avril 2009 85

Doctrine : Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles), par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense .. 244

Annexe : 1° Contrat de travail – Pouvoir de direction de l'employeur – Restriction aux libertés fondamentales – Liberté d'expression – Contrôle et surveillance des salariés – Dispositif d'alerte professionnelle.

2° Informatique et libertés – Traitement automatisé d'informations nominatives – Autorisation unique de la CNIL – Mesures d'informations – Nécessité – Portée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2009 248

Secteur public – Membres du conseil d'administration représentant le personnel – Champ d'application – Filiales d'entreprise publique – Forme sociale – SAS – Incidence (non) – Vote électronique – Caractère exclusif – Licéité (non) – Respect des principes généraux du droit électoral.

Tribunal d'Instance de Paris (14e arrdt) 7 mai 2009 441
Note Claudy Ménard 445

Doctrine : L'improbable démocratie en ligne (quelques réflexions sur le vote électronique à l'entreprise et l'approche critique de la CGT), par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT . 576
 Annexe : Elections professionnelles – Modalités d'organisation – Vote électronique – Validité – Condition (deux espèces) – Accord collectif soumis à l'approbation des salariés – Régularité de la consultation – Contestation – Point de départ (première espèce) – Comité d'entreprise et délégués du personnel – Opérations électorales – Modalités d'organisation et de déroulement – Vote électronique permis par un accord d'entreprise ou de groupe – Accord d'établissement (non) (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2010 580
2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2010 581

INTÉRÊSSEMENT (voir Salaire, rémunération)

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX

Doctrine : Immigration et travail décent, par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne 1

Doctrine : Vidéosurveillance des salariés dans l'entreprise : une atteinte par nature disproportionnée aux droits de la personne, par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Institut des Sciences sociales du travail de Sceaux - Université Paris I Panthéon-Sorbonne 81
 Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Vidéosurveillance – 1° Proportionnalité et finalité du dispositif – Appréciation – 2° Personnes épiées – Salariés – Information – 3° Sécurisation des données.
CNIL, Délibération n° 2009-201 du 16 avril 2009 85

1° Contrat de travail – Exécution – Moyens informatiques mis à disposition du salarié – Usage personnel – Limites (deux espèces) – Fichiers de nature personnelle – Identification (première espèce) – Correspondances électroniques – Consultation par l'employeur – Condition (deuxième espèce).

2° Libertés et droits fondamentaux – Protection – Action du délégué du personnel.

1re espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 90
2e espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2009 91
Note Adrien Brousse, Avocat au Barreau de Paris 92

Diffusion de tracts sur la voie publique – Restrictions par arrêté municipal – Appréciation de la légalité de l'acte – Défaut de lien avec le maintien de l'ordre public – Atteinte à la liberté d'expression.

Juridiction de proximité de Cholet 23 octobre 2009 98
Note Jean-Louis Vasseur, Avocat au Barreau de Paris 99

Doctrine : Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles), par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense 244

Annexe : 1° Contrat de travail – Pouvoir de direction de l'employeur – Restriction aux libertés fondamentales – Liberté d'expression – Contrôle et surveillance des salariés – Dispositif d'alerte professionnelle.

2° Informatique et libertés – Traitement automatisé d'informations nominatives – Autorisation unique de la CNIL – Mesures d'informations – Nécessité – Portée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2009 248

Syndicat professionnel – Liberté d'expression – Restriction – Tract – Caractère injurieux – Licenciement à titre de rétorsion.

Cour européenne des droits de l'Homme 8 décembre 2009 .. 281
Note **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 282

Doctrine : Observations sur le concept de dignité appliqué aux relations de travail, par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'université de Nantes461

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Première partie : Le droit à un débat contradictoire, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 516

Doctrine : Les arrêts *Viking* et *Laval* : et après ?, par **Sylvaine Laulom**, Professeure à l'Université de Lyon, Université Jean Monnet (Saint-Etienne), CERCRID CNRS UMR 5137 570

Licenciement en raison d'activités syndicales – Nullité – Indemnisation – Paiement des salaires afférents à la période couverte par la nullité – Déduction des revenus de remplacement perçus pendant la période (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2010 608
Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 609

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir également Ruptures du contrat de travail - voir également Emploi)

MOTIFS

Cause économique – Cessation d'activité.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 51
Note **Philippe Lejard**, Avocat au Barreau du Val d'Oise, Chargé de cours à l'IEJ de Paris Sud 51

Convention de reclassement personnalisé – Obligation pour l'employeur de préciser les motifs économiques de sa proposition – A défaut, absence de cause réelle et sérieuse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mai 2009 100

Lettre de licenciement – Motivation – Énoncé du motif économique – Précision (deux espèces).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2009 .. 101
2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2009 .. 101
Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau des Ardennes 102

Entreprises en difficultés – Jugement ouvrant la liquidation judiciaire – Portée – Licenciement pour motif économique – Groupe de sociétés – Examen du motif économique au regard du secteur d'activités.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (6e ch.) 9 mars 2010 598
Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 599

Entreprises en difficultés – Licenciements économiques collectifs – Responsabilité de la société dominante du groupe – Réorganisation interne conduisant à la cessation de paiement de la filiale – Manquements fautifs – Défaut de cause réelle et sérieuse aux ruptures des contrats de travail – Employeur et société dominante reconnus débiteurs solidaires des indemnités.

Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Ind.) 28 juin 2010 600
Note **Pierre Thomann**, Responsable du secteur juridique CFDT Alsace 603

Doctrine : Premiers arrêts sur la rupture conventionnelle : des pistes restent à explorer, par **Anaïs Ferrer** 647

Sauvegarde de la compétitivité économique – Appréciation – Documents comptables – Documents relatifs aux concurrents et non à l'employeur – Pertinence (non).

Conseil de prud'hommes de Annecy (Industrie - Département) 11 juin 2010 679
Note **Nathalie Bizot** 681

1° Licenciement – Motivation de la lettre – Contrôle du juge – Vérification d'office.

2° Entreprises en difficultés – Lettre – Mention du jugement arrêtant le plan de cession.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

Procédure

Doctrine : Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 17

Annexe : Contrat de travail – Changement d'employeur – Acceptation – Conditions (deux espèces) – Transfert conventionnel d'activité – Modification du contrat pour motif économique (L. 1222-6) (non) – Novation (première espèce) – Clause de mobilité intra-groupe – Renonciation par avance – Nullité (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 20

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 21

Doctrine : Incidence de l'organisation des pouvoirs au sein de la SAS sur la validité de la décision de licenciement : la rencontre de deux formalismes - Observations du Ministère public, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 469

Obligation de l'employeur

Convention de reclassement personnalisé – Obligation pour l'employeur de préciser les motifs économiques de sa proposition – A défaut, absence de cause réelle et sérieuse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mai 2009 100

Licenciement – Obligation de reclassement (deux espèces) – Difficultés économiques – Proposition préalable de modification du contrat pour motif économique – Incidence sur l'obligation de reclassement (non) (première espèce) – Portée – Obligation de rechercher des postes de catégorie inférieure (deuxième espèce).

1re espèce : Cour d'appel de Montpellier (4e ch. soc.) 3 mars 2010 372

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2010 374

Convention de reclassement personnalisée – Adhésion – Effet – Pouvoirs du juge – Recherche de la cause réelle et sérieuse de la rupture (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2010 386
Note **Aurélien Siri**, Doctorant en droit privé à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) 386

Obligation de reclassement – Périmètre – Sociétés en voie d'acquisition (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2010 546

Note **Arnaud Mazières** 547

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

Procédure

Chroniques jurisprudentielles : DROIT SOCIAL EUROPÉEN : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Directive 98/59 du 20 juillet 1998 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Groupe multinational d'entreprises – Procédure devant être engagée dès qu'une décision stratégique contraint l'employeur à envisager des licenciements.

Cour de Justice des Communautés Européennes, 10 septembre 2009 159

Doctrine : La production forcée par voie judiciaire des informations dues au comité d'entreprise, par **Céline Parès**, Avocate au Barreau de Paris 170
Annexe : Comités d'entreprise – Attributions économiques – Information et consultation – Vente des immeubles du groupe – Informations contradictoires sur l'utilisation du produit des ventes – Suspension des opérations de vente.

Tribunal de grande instance de Senlis (1^{er} sect.) 23 juin 2009 174

Doctrine : L'état des actions judiciaires contre les licenciements économiques, par **Tiennot Grumbach**, Avocat au Barreau de Versailles 199

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation – Restructuration pour sauvegarde de la compétitivité – 1^o Obligation de discrétion des élus – Portée – a) Salariés de l'entreprise – Destinataires légitimes – Restrictions – Conditions de forme et de fond – b) Tiers et concurrents – Restriction non prévue par L. 2325-2 CT – 2^o Information loyale et complète – Défaut – Suspension.

Cour d'appel de Versailles (14^e ch.) 31 mars 2010 427

Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 431

Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Unité économique et sociale – 1^o Plan de sauvegarde de l'emploi – Application volontaire – Appréciation des moyens – Indigence du contenu – Annulation du PSE – 2^o Ruptures conventionnelles – Absence de consultation des représentants du personnel – Compatibilité avec la directive communautaire 98/59 – Régularité de la rupture relevant du CPH.

Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 novembre 2009 103

Note **T.K.** 106

Doctrine : L'acte d'informer : champs et sanctions, par **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau de Versailles 165

Doctrine : Les principales difficultés rencontrées dans l'accès aux informations sollicitées par les experts des comités d'entreprise et l'intervention du juge, par **Alain Ottan**, Avocat au Barreau de Montpellier 176

Licenciement – Clause de non-concurrence – Renonciation de l'employeur – Manifestation de volonté claire et non équivoque – Notification individuelle de la renonciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 211

Note **Paul Darves-Bornoz** 212

Obligation de reclassement – Plan de sauvegarde de l'emploi – Débitéur – Groupe de sociétés – Obligation limitée à l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2010 214

Note **Grégoire Loiseau**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Vice-président de l'Université de Paris I 214

Doctrine : Les plans de départs volontaires, par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry, Val d'Essonne 229

Doctrine : La négociation des plans de restructuration, par **Alexandre Fabre**, Maître de conférences à l'Université de Rennes 331

Contestation – Prescription – Délai – Prescription spéciale de douze mois (L. 1235-7 deuxième alinéa) – Portée – Action en nullité pour absence ou insuffisance de PSE.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 675

Note **Paul Darves-Bornoz** 675

Effectif de l'entreprise inférieur à cinquante salariés – 1^o Maintien d'un comité d'entreprise – Attributions économiques – Recours à un expert-comptable (oui) – 2^o Etablissement d'un PSE (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 678

Note **Yves Cormillot**, Expert-comptable auprès des Comités d'entreprise 679

Convention et accord collectifs – Plan social – Avantage ne pouvant être subordonné à la signature d'une transaction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir également Ruptures du contrat de travail)

PROCÉDURE

Licenciement – Procédure et notification – Salarié d'une filiale – Décision de rupture et entretien préalable par le DRH de la société-mère – Licéité d'un mandat, même non formalisé – Condition – Centralisation de la gestion des carrières dans le groupe.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 21

Doctrine : Les statuts de la SAS en droit du travail, par **Stéphane Vernac**, Doctorant, Université Paris-Ouest Nanterre - La Défense, IRERP, UMR 7029 181

1^o Convention et accord collectifs – Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.

2^o Contrat à durée déterminée – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009 267

Note **Arnaud Mazières** 269

Sous-note 1 : Entreprises publiques – Statut réglementaire d'ordre public – Transport aérien – Statut collectif de travail – Renonciation par avance – Interdiction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 272

Sous-note 2 : Licenciement – Renonciation par avance aux règles protectrices – Interdiction – Conclusion d'un contrat à durée déterminée au cours de l'exécution d'un contrat à durée indéterminée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2009 273

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise - Première partie : Le droit à un débat contradictoire, par **Mireille Poirier** 516

MOTIFS DE LICENCIEMENT - NULLITÉ

Pluralité de motifs – Illicéité de l'un d'entre eux lié à la participation à une grève – Absence de faute lourde – Nullité de la rupture.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 53

Note **Eladia Delgado**, Avocat au Barreau de Lyon 53

Entreprises publiques – Mise à la retraite d'office – Discrimination liée à l'âge – Nullité (deux espèces) – Réintégration – Préjudice de carrière – Repositionnement (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 4) 2 juin 2009 376

2^e espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 11) 10 décembre 2009 377

Note **Francis Saramito** 380

Maladie – Licenciement – Nullité (deux espèces) – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l'entreprise – Réintégration (première espèce) – Restrictions d'aptitude au poste par le médecin du travail – Licenciement prononcé au motif d'un prétendu avis d'inaptitude (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 30 juin 2009 ... 548

2^e espèce : Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 15 juin 2010 550

Note **Nathalie Bizot** 553

Licenciement en raison d'activités syndicales – Nullité – Indemnisation – Paiement des salaires afférents à la période couverte par la nullité – Déduction des revenus de remplacement perçus pendant la période (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2010 608

Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 609

Unité économique et sociale – Embauche – Travail au sein d’une société de l’UES – Rupture du contrat de travail – Personne habilitée – UES (non) – Réintégration.

Conseil de prud’hommes de Paris (référé - départage) 8 juin 2010 669
 Note **Gilbert Jacquemet**, Défenseur syndical 671

INAPTITUDE (voir ce mot)

INDEMNITÉS

Clause de non-concurrence – Renonciation de l’employeur – Manifestation de volonté claire et non équivoque – Notification individuelle de la renonciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 211
 Note **Paul Darves-Bornoz** 212

LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

MALADIE (voir Licenciement pour motif personnel - voir Santé au travail)

MÉDECINE DU TRAVAIL (voir Inaptitude)

MOBILITÉ (voir Contrat de travail)

MODIFICATIONS DANS LA SITUATION JURIDIQUE DE L’EMPLOYEUR (voir Transfert d’entreprise)

NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Convention et accord collectifs)

PLAN SOCIAL / PSE (voir Licenciement pour motif économique)

PARTICIPATION (voir Salaire, rémunération)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Activité professionnelle nécessitant la détention d’une autorisation administrative – Retrait ou suspension – Conséquence – Obligations de l’employeur – Rémunération du salarié – Pouvoirs du juge des référés (deux espèces) – Permis de conduire (première espèce) – Habilitation préfectorale du personnel aéroportuaire (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 ... 217
 Avis de l’Avocat général **Jacques Duplat** 218
2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 221
 Avis de l’Avocat général **Jacques Duplat** 222
 Note **Philippe Waquet**, Conseiller Doyen honoraire de la Cour de cassation 224

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d’entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d’œuvre – Réintégration dans l’entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce) – Société de gardiennage – Transfert partiel – Salarié élu délégué du personnel dans l’entreprise utilisatrice – Ignorance du statut de salarié protégé par les sociétés de gardiennage – Licenciement pour cause réelle et sérieuse (deuxième espèce).

1re espèce : Conseil de prud’hommes de Grenoble (Section Industrie - Départage) 16 novembre 2009252
2e espèce : Conseil de prud’hommes de Nancy (Section Activités diverses - Départage), 7 septembre 2009256
 Note **Pascal Rennes** 258

Représentants du personnel – Référé-suspension devant le tribunal administratif – Suspension de l’exécution des décisions – Salarié protégé – Autorisation de licenciement.

Tribunal Administratif de Nîmes (référé) 5 août 2008 392
 Note **Pascal Rennes** 393

Directive 2002/14 du 11 mars 2002 sur l’information et la consultation des travailleurs – Transposition possible par accords collectifs d’application générale – Seuil minimal de protection.

Cour de Justice de l’Union Européenne, 11 février 2010 456
 Note **Michèle Bonnechère** 456

Doctrine : Le contentieux administratif de la responsabilité en cas de licenciement illégal d’un salarié protégé, par **Gérald Chalou**, Avocat au Barreau de Reims565

1° Contrat de travail – Evolution de carrière – Droit du salarié (non) – Différence de traitement – Examen.

2° Protection des représentants du personnel – Discrimination – Rémunération – Part variable – Incidence des heures de délégation – Versement d’un montant moyen de rémunération.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010 672
 Note **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne 673

PROCÉDURE

Doctrine : Licenciement d’un représentant du personnel : quelle portée de l’entretien préalable au regard de la convocation du comité d’entreprise ?, Conclusions du Rapporteur public **Yves Struillou** 136

Protection des représentants du personnel – Droit disciplinaire – Autorisation administrative – Convocation du Comité d’entreprise – 1° Convocation avant la tenue de l’entretien préalable – Régularité (oui). 2° Dépôt de la demande d’autorisation de licenciement – Dépassement des délais – Appréciation – Incidence.

Conseil d’Etat (4e/5e srr) 16 décembre 2009 141
 Note **Laurence Pécaut-Rivolier**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 142

RECLASSEMENT (voir Inaptitude - voir Licenciement pour motif économique)

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que LICENCIEMENT)

RUPTURE CONVENTIONNELLE (loi du 25 juin 2008)

Doctrine : La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée : mode d’emploi, par **Paul Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris et **Nicolas Collet-Thiry**, Juriste en droit social, membre du laboratoire de Droit social de l’Université Paris II Panthéon-Assas 65

Licenciement pour motif économique – Unité économique et sociale – 1° Plan de sauvegarde de l’emploi – Application volontaire – Appréciation des moyens – Indigence du contenu – Annulation du PSE

– 2° Ruptures conventionnelles – Absence de consultation des représentants du personnel – Compatibilité avec la directive communautaire 98/59 – Régularité de la rupture relevant du CPH.

Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 novembre 2009 103
Note T.K. 106

Doctrine : La rupture conventionnelle négociée, par **Olivier Pujolar**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux IV 307

Doctrine : Le contrôle administratif de la rupture conventionnelle négociée en Gironde en 2009, par **Franck Lebeau**, Directeur adjoint du Travail 316

Accidents du travail – Constat d'incapacité en cours – Rupture conventionnelle du contrat de travail – Licéité (non).

Conseil de prud'hommes des Sables-d'Olonne (Départage - Industrie) 25 mai 2010 534
Note Jean-Pierre Bougnoux, Avocat au Barreau d'Angers 536

Doctrine : Premiers arrêts sur la rupture conventionnelle : des pistes restent à explorer, par **Anaïs Ferrer** 647

DÉPARTS NÉGOCIÉS

(voir également LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE)

Doctrine : Les plans de départs volontaires, par **Michèle Bonnechère** 229

SALAIRES - RÉMUNÉRATION (voir aussi Discrimination)

MONTANT

Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Mesure unilatérale – Part variable de la rémunération et salaires effectifs – Trouble manifestement illicite.

Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 7 novembre 2008 55
Note Victoria Bley, Doctorante à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 56

Egalité de traitement – Rémunération – Salariés travaillant dans des établissements différents.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 94
Note Isabelle Meyrat 95

Propriété des inventions – Qualité de salarié ou d'agent public (L 611-7 CPI) – Caractère dérogatoire du régime de propriété par rapport à l'art. L 611-6 CPI – Extension aux stagiaires et étudiants (non).

Conseil d'État (4^e et 5^e ssr) 22 février 2010 540
Note Camille Dorignon, Doctorante en droit de la propriété intellectuelle, Université de Paris II Panthéon Assas 541

Contrat de mission – Requalification en contrat à durée indéterminée – Rappel de salaires pour les périodes intermédiaires sans travail – Conditions.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 284
Note Rachel Lokiec 285

Succession irrégulière de CDD – Requalification – Indemnité – Cumul avec les allocations chômage (oui) – Récupération des sommes par Pôle emploi (non) – Faute du salarié à ne pas avoir demandé par voie judiciaire la rémunération des périodes non travaillées (non).

Tribunal d'instance d'Orléans 11 février 2010 435
Note François Rabion, Avocat au Barreau de Paris 435

Droits d'auteur – Œuvre collective – Légalité d'une clause de cession des œuvres futures (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2010 684
Note Camille Dorignon, Juriste en propriété intellectuelle 684

FRAIS PROFESSIONNELS

Prise en charge par l'employeur – Respect du salaire minimum – Pouvoirs du juge des référés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 151

Frais professionnel : c'est le salarié qui paie la note.

Cour de cassation, 29 septembre 2009 287
Note Daniel Boulmier 287

Contrat de travail – Exécution – Port obligatoire d'une tenue – Frais d'entretien – Charge devant être supportée par l'employeur (deux espèces).

1^{re} espèce : Conseil de prud'hommes d'Anney (Départage - Industrie) 13 mars 2009 494
2^e espèce : Conseil de prud'hommes de Cahors (Départage - Industrie) 1^{er} mars 2010 497
Note Nathalie Bizot 498

PRESCRIPTION

II. Prescription : Prescription des demandes nouvelles – Saisine du Conseil – Interruption de la prescription – Nouvelles demandes – Interruption de la prescription à la date de la saisine initiale.

Cour de cassation (Ch. soc.) 8 avril 2010 562

SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

SANTÉ AU TRAVAIL

(voir aussi Harcèlement moral - voir aussi Incapacité)

Contrat de travail – Exécution – Santé au travail (deux espèces) – Harcèlement moral – Atteinte à la dignité (première espèce) – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Portée (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Montpellier (4^e ch. soc.) 3 mars 2010 372
2^e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2010 374
Note Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2 (CERIT/CRDP) 375

Risques professionnels – Produits cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) – Attestation d'exposition – Délivrance – Compétence du Conseil de prud'hommes (oui).

1) Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 4 décembre 2008 382
2) Conseil de prud'hommes de Meaux (référé) 27 novembre 2009 384
Note Alain Delaunay, FNME-CGT 385

Maladie – Licenciement – Nullité (deux espèces) – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l'entreprise – Réintégration (première espèce) – Restrictions d'aptitude au poste par le médecin du travail – Licenciement prononcé au motif d'un prétendu avis d'incapacité (deuxième espèce).

1^{re} espèce : Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 30 juin 2009 ... 548
2^e espèce : Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 15 juin 2010 550
Note Nathalie Bizot 553

Hygiène et sécurité – Salariés exposés à l'inhalation de poussière d'amianté – Allocation spécifique de cessation anticipée d'activité – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Action en responsabilité – Préjudice spécifique d'anxiété.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010 604
Note Patrick Leroy 605

Doctrine : CHSCT et souffrance au travail - Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires), par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (CERIT-CRDP) 629
Annexe : CHSCT – Expert – Existence d'un risque grave – Pouvoir d'enquête du CHSCT – Mission d'expertise apportant un complément d'informations.

Cour d'appel de Paris (pôle 6 - ch. 1) 23 juin 2010 636

SERVICES PUBLICS

(voir **Entreprises publiques - voir Fonctionnaires et agents publics**)

STATUTS PARTICULIERS

(voir aussi **Entreprises publiques**)

Doctrine : Immigration et travail décent, par **Michèle Bonnechère** 1

SYNDICATS PROFESSIONNELS

CONSTITUTION

Doctrine : Prerogatives des unions de syndicats, dispositions statutaires et syndicalisme confédéré, par **Philippe Masson**, Responsable du collectif « Droits, libertés, actions juridiques » de la CGT 361
Annexe : Syndicat professionnel (quatre espèces) – 1° Section syndicale – Représentant – Désignation – Personne ou organe habilité (première et deuxième espèces) – 2° Union de syndicats – Capacité civile – Pouvoirs – Etendue – Constitution d'une section syndicale dans un établissement (première et troisième espèces) – Délégué syndical – Mandat – Organisation habilitée à révoquer – Détermination (quatrième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 365

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009 .. 365

3e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2010 367

4e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2009 .. 367

Doctrine : Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010), par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse 655

Annexe : Syndicat professionnel (deux espèces) – 1° Syndicats affiliés à la même confédération nationale (deux espèces) – Personnalité morale : caractère indifférent – Appréciation des résultats aux élections professionnelles (première espèce).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 660

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Libertés et droits fondamentaux – Diffusion de tracts sur la voie publique – Restrictions par arrêté municipal – Appréciation de la légalité de l'acte – Défaut de lien avec le maintien de l'ordre public – Atteinte à la liberté d'expression.

Juridiction de proximité de Cholet 23 octobre 2009 98

Note **Jean-Louis Vasseur**, Avocat au Barreau de Paris 99

Liberté d'expression – Restriction – Tract – Caractère injurieux – Licenciement à titre de rétorsion.

Cour européenne des droits de l'Homme 8 décembre 2009 .. 281

Note **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 282

REPRÉSENTATIVITÉ

Syndicat professionnel – Désignation d'un RSS – Appréciation – Conditions – Respect des valeurs républicaines.

Tribunal d'instance de Boissy-Saint-Léger 11 février 2010 398

Note **Emmanuelle Richard** 399

Doctrine : Un sens à la représentativité syndicale (autour de l'arrêt Soc. 14 avril 2010, SDMO Industries), par **Anne Braun** et **Pascal Rennes** 405

Annexe : Syndicat professionnel – Représentativité – Appréciation – Exercice des droits syndicaux – Conformité de la loi du 20 août 2008 au droit européen et international – Droit de mener des négociations collectives – Délégué syndical – Désignation – Liberté syndicale – Candidats ayant obtenu 10 % des voix.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 417

Doctrine : Le critère de représentativité des 10 % a pour effet de porter atteinte à la liberté syndicale de manière incompatible avec les conventions internationales - Autre regard sur le jugement du Tribunal d'instance de Brest, par **Marie-France Bied-Charreton**418

Critères (deux espèces) – Ancienneté – Changement d'affiliation – Incidence (non) – Survie de la personnalité morale (première espèce) – Dispositions transitoires – Syndicat ne bénéficiant pas de la présomption – Représentativité – Bénéfice (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mars 2010 448

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2010 448

Note **Marie-France Bied-Charreton** 449

Doctrine : Comment définir le périmètre de représentativité ?, par **Claudy Ménard** 489

Défaut de représentativité – Conséquence – Principe d'égalité de traitement – Bénéfice d'un accord sur le droit syndical (oui).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 6 mai 2010 500

Note **Cécile Nicod**, Maître de conférences à l'Université Lyon 2, ERDS-Cercrid, UMR CNRS Saint-Etienne-Lyon 2 503

Respect des valeurs républicaines – 1° Contestation – Charge de la preuve – 2° Appréciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2010 686

Note **Jean-Pierre Leduc**, Avocat au Barreau de Paris 686

MOYENS SYNDICAUX

Financement – Subvention d'une collectivité territoriale – Conditions – **Cour administrative d'appel de Versailles (2e ch.) 1er octobre 2009** 395

Note **Jean-Louis Vasseur**, Avocat au Barreau de Paris 395

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Désignation

Doctrine : Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010), par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse 655
Annexe : Syndicat professionnel (deux espèces) – 1° Syndicats affiliés à la même confédération nationale (deux espèces) – Personnalité morale : caractère indifférent – Appréciation des résultats aux élections professionnelles (première espèce) – Liste unique de candidats par collègue (deuxième espèce) – 2° Délégué syndical – Mandat – Durée – Expiration – Renouvellement des institutions représentatives dans l'entreprise (première espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 660

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 . 661

TEMPS DE TRAVAIL

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Habillage (deux espèces) – Assimilation à du temps de travail effectif (non) (première espèce) – Contreparties – Limite – Changement de tenue effectué sur le lieu de travail (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2009 108

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 ... 108

Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical 109

Transport routier de marchandises – Conducteur « grand routier » – Temps de travail effectif – Temps d'équivalence – Temps de service – Temps d'attente – Repos.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 avril 2010 505
 Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes 505

REPOS

Doctrine : Le repos dominical après la loi du 10 août 2009, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 22

Chauffeurs routiers – Réglementation communautaire sur les temps de conduite et de repos – Temps de repos – Disponibilité – Etablissement d'attache – Parcours d'approche.

Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) 29 avril 2010 . 401
 Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de St-Nazaire . 401

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Modulation – Conventions et accords collectifs (deux espèces) – Information des salariés – Dispositions conventionnelles (première espèce) – Accord d'entreprise ne respectant pas les exigences légales – Incidence – Refus du salarié d'accepter la mise en œuvre de l'accord – Légitimité (oui) (deuxième espèce).

1re espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mai 2009 57

2e espèce: Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 58

Note **Marie-Pierre Iturrioz**, Conseillère fédérale 59

Incidence de la grève sur la rémunération de cadres au forfait jours (CA Paris, 12 novembre 2009, *Giat Industries*), Observations du Ministère public, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 237

Annexe : Grève – Retenue sur la rémunération – Proportionnalité – Existence d'un forfait-jours – Incidence – Dispositions de l'accord d'entreprise RTT sur les absences inférieures à la demi-journée.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 2) 12 novembre 2009 241

1° Convention et accord collectifs – Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.

2° Contrat a durée déterminée – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009 267

Note **Arnaud Mazières** 269

TRANSACTION

Doctrine : La restitution de l'indemnité transactionnelle en cas de nullité de l'acte – Des progrès possibles, par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat au barreau de Grasse 125

Annexe : Transaction – Validité – Condition – Absence de fraude – Nullité – Effet – Restitution des sommes.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 129

Procédure prud'homale : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy-2.

III. Conciliation : Procès-verbal de conciliation – Transaction – Conciliation postérieure – Effet limité – Caducité de la transaction (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2010 623

Convention et accord collectifs – Plan social – Avantage ne pouvant être subordonné à la signature d'une transaction.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 683

TRANSFERT D'ENTREPRISE

CONDITIONS

Condition – Information des salariés en l'absence de représentants du personnel – Obligation résultant de la directive 2001/23 – Défaut de transposition – Indemnisation du préjudice (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009 110

Note **Nicolas Moizard**, Maître de conférences à l'Université d'Orléans, CRJ Pothier 111

Transfert d'entreprise – Licenciement par le cédant – Motif économique – Difficultés économiques de la branche professionnelle et du cessionnaire – Défaut de communication de pièces concernant l'employeur – Collusion frauduleuse entre cédant et cessionnaire – Production du traité de fusion.

Cour d'appel de Montpellier (4e Ch. soc.) 4 novembre 2009 ..152

Note **Emma Cauvé**, Juriste syndicale 154

EFFETS

Sur les contrats de travail

Doctrine : Le changement "volontaire" d'employeur : une novation exigeant l'acceptation expresse du salarié en cours de contrat, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 17

Annexe : Contrat de travail – Changement d'employeur – Acceptation – Conditions (deux espèces) – Transfert conventionnel d'activité – Modification du contrat pour motif économique (L. 1222-6) (non) – Novation (première espèce) – Clause de mobilité intra-groupe – Renonciation par avance – Nullité (deuxième espèce).

1re espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2009 20

2e espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2009 ... 21

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d'entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d'œuvre – Réintégration dans l'entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce) – Société de gardiennage – Transfert partiel – Salarié élu délégué du personnel dans l'entreprise utilisatrice – Ignorance du statut de salarié protégé par les sociétés de gardiennage – Licenciement pour cause réelle et sérieuse (deuxième espèce).

1re espèce : Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section Industrie - Département) 16 novembre 2009252

2e espèce : Conseil de prud'hommes de Nancy (Section Activités diverses - Département), 7 septembre 2009256

Note **Pascal Rennes** 258

Reprise par une personne publique chargée de la gestion d'un service public administratif – Obligation de proposer un contrat de droit public présentant des caractéristiques similaires – Licenciement en cas de refus du salarié – Compétence respective des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2010 555

Note **Joao Viegas**, Avocat au Barreau de Paris 556

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Doctrine : Immigration et travail décent, par **Michèle Bonnechère** 1

TRAVAIL ILLÉGAL

TRAVAIL DISSIMULÉ

Indemnité forfaitaire – Cumul avec d'autres indemnités – Possibilité – Indemnisation du préjudice lié à la faute de l'employeur – Dommages-intérêts pour privation des prestations sociales.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 avril 2010 688

Note **Jérôme Ferraro** 688

MARCHANDAGE

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d'entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d'œuvre – Réintégration dans l'entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce).

Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section Industrie - Départage) 16 novembre 2009 252
 Note **Pascal Rennes** 258

Contrat de travail – Démonstrateur de grand magasin – 1° Prêt illicite de main d'œuvre – Affectation indifférente – Défaut de spécificité – 2° Marchandage – Absence de bénéfice du statut social du donneur d'ordres.

Tribunal de grande instance de Bayonne (Ch. correct.) 19 mars 2009 260
 Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 264

TEMPS PARTIEL (voir Temps de travail)

TRAVAIL TEMPORAIRE

Contrat de mission – Requalification en contrat à durée indéterminée – Rappel de salaires pour les périodes intermédiaires sans travail – Conditions.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 284
 Note **Rachel Lokiec** 285

TRIBUNAUX (voir également Conseils de prud'hommes)

Compétence – Personne publique chargée d'un service public administratif – Litige avec son personnel – Nature du contrat – Distinction – Contrat de droit privé par détermination de la loi – Conseil de prud'hommes (oui) – Contrat de travail de droit public – Tribunal administratif (oui).

Tribunal des conflits 23 novembre 2009 60
 Note **Arnaud Mazières** 61

Doctrine : Pour un Ministère public actif dans la construction de la jurisprudence sociale, par **Patrick Henriot**, Substitut général, Vice-Président du Syndicat de la magistrature 87

1° Discrimination – Discrimination homme/femme – Rémunération – Rattrapage de salaire – Exécution déloyale du contrat.
 2° Tribunaux – Intervention de la Halde – Recevabilité.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Encadrement - Départage) 16 octobre 2009 273
 Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau du Val d'Oise 277

Représentants du personnel – Référé-suspension devant le tribunal administratif – Suspension de l'exécution des décisions (deux espèces) – Comité d'entreprise – Nombre d'établissements distincts – Décision administrative de répartition (première espèce) – Salarié protégé – Autorisation de licenciement (deuxième espèce).

1re espèce : Tribunal administratif de Versailles (référé) 23 novembre 2009 391
2e espèce : Tribunal Administratif de Nîmes (référé) 5 août 2008 392
 Note **Pascal Rennes** 393

Transfert d'entreprise – Reprise par une personne publique chargée de la gestion d'un service public administratif – Obligation de proposer un contrat de droit public présentant des caractéristiques similaires –

Licenciement en cas de refus du salarié – Compétence respective des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2010 555
 Note **Joao Viegas**, Avocat au Barreau de Paris 556

HALDE – Demande d'audition devant une juridiction – Audition de droit – Procès équitable (oui) – Partie au procès (non).

Cour de cassation (Ch. soc.) 2 juin 2010 560

Doctrine : Pour un affermissement des droits de la défense des salariés au sein de l'entreprise – Deuxième partie : Le vol de documents pour se défendre en justice, par **Mireille Poirier** 582
 Annexe : Vol – Vol par salarié – Fait justificatif – Exercice des droits de la défense – Limite – Litige prud'homal.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 juin 2009 592

Tribunaux – Arrêt de revirement – Règle nouvelle – Application dans le temps – Application à l'instance en cours – Exclusion – Cas – Partie privée d'un procès équitable – Décision du Tribunal d'instance – Contentieux préélectoral – Voies de recours – Détermination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mai 2010 595

Sanctions prononcées par les organismes de Sécurité sociale – Pouvoir de réfaction des tribunaux (oui) (deux espèces).

Cour de cassation (2e ch. civ.) 8 avril 2010 (deux esp.) 620
 Note **Laurence Crevel**, Chargée d'enseignement à l'Université de Paris X 620

Accident du travail et maladie professionnelle – Réparation – Action contre l'employeur – Préjudice résultant du départ anticipé en retraite – Compétence des tribunaux judiciaires – Conseil de prud'hommes (non) – TASS (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2010 662
 Note **Francis Meyer**, Maître de conférences à l'Université de Strasbourg, Institut du travail 662

Conseil de prud'hommes – Compétence – Contrat de travail international – Clause attributive de compétence à une juridiction étrangère – Dispositions impératives du Code du travail (art. R. 1412-1).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 665
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 665

Licenciement pour motif économique – Contestation – Prescription – Délai – Prescription spéciale de douze mois (L. 1235-7 deuxième alinéa) – Portée – Action en nullité pour absence ou insuffisance de PSE.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 675
 Note **Paul Darves-Bornoz** 675

UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (UES)

Licenciement pour motif économique – Unité économique et sociale – 1° Plan de sauvegarde de l'emploi – Application volontaire – Appréciation des moyens – Indigence du contenu – Annulation du PSE – 2° Ruptures conventionnelles – Absence de consultation des représentants du personnel – Compatibilité avec la directive communautaire 98/59 – Régularité de la rupture relevant du CPH.

Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 novembre 2009 103
 Note **T.K.** 106

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Unité économique et sociale – Embauche – Travail au sein d'une société de l'UES – Rupture du contrat de travail – Personne habilitée – UES (non) – Réintégration.

Conseil de prud'hommes de Paris (référé - départage) 8 juin 2010 669
 Note **Gilbert Jacquemet**, Défenseur syndical 671

Table chronologique de la jurisprudence

XXIII

(les décisions en *italique* ont été publiées en extraits)

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
2008			
05/08/08	TA Nîmes (Référé)	Falgon c/ Ministère du Travail et Sté Nestlé WSS	392
07/11/08	TGI Nanterre (Référé)	FD nationale CGT des personnels des Sociétés d'études et a. c/ Oracle France	55
04/12/08	CA Paris (18 ^e Ch. C)	Affaire EDF c/ Grollier	382
2009			
<i>05/03/09</i>	<i>CJCE</i>	<i>Age Concern England aff. C-388/07</i>	<i>161</i>
09/03/09	TGI Bobigny (Ch. 1 sect. 5)	Comité d'entreprise de Gehis France c/ Gehis France	44
13/09/09	CPH Annecy (Départage - Industrie)	Aligrot et a. c/ Unité réseau gaz sillon	494
19/03/09	TGI Bayonne (Ch. Correct)	Ministère public c/ SAS Magasins Galeries Lafayette et a.	260
25/03/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ed 2000 c/ Kamil (pourvoi n° 06-46.330)	273
08/04/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gambier c/ Centre médical spécialisé « Le Mont Blanc » (pourvoi n° 08-41.046)	20
08/04/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lepeytre c/ ADP (pourvoi n° 08-40.547)	272
16/04/09	CNIL Délibération	Société Jean-Marc Philippe (Délibération n° 2009-201)	85
21/04/09	<i>CEDH (3^e section)</i>	<i>Enerji Yapi-Yol Sen c/ Turquie (req. n° 68959/01)</i>	<i>453</i>
06/05/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fairson Inventaire c/ Bruneau (pourvoi n° 07-40.235)	57
07/05/09	TI Paris (14 ^e arrdt)	SPASAP CFDT c/ ADP et a.	441
27/05/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Artscan c/ Leblanc (pourvoi n° 08-43.137)	100
28/05/09	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Amaya c/ Mouton et a. (pourvoi n° 08-13.310)	150
02/06/09	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 4)	Mme Dader c/ EDF-GDF	376
09/06/09	C. Cass. (Ch. Crim.)	Philippe X (pourvoi n° 08-86.843)	592
17/06/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sanofi chimie c/ Guzzi (pourvoi n° 08-40.274)	91
17/06/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Messaoudene c/ Douniaux (pourvoi n° 07-45.253)	101
18/06/09	<i>CJCE</i>	<i>Hütter, aff. C-88/08</i>	<i>161</i>
23/06/09	TGI Senlis (1 ^{re} sect.)	Office Dépôt BS et a. c/ CCE de l'UES Office Dépôt	174
30/06/09	CA Douai (Ch. Soc.)	Cail et synd. CGT Toyota c/ Toyota	548
08/07/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pigot et a. c/ Société Papeterie de l'Atlantique	51
08/07/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cailliez et a. c/ Casino d'Evaux-les-Bains (pourvoi n° 08-40.139)	53
08/07/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	TFN c/ Dugué (pourvoi n° 08-42.546)	146
08/07/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Vigimark surveillance c/ Bhar (pourvoi n° 09-60.012)	365
07/09/09	CPH Nancy (Activités div. - Départage)	Toret c/ Fabre es-qual. et a.	256
10/09/09	<i>CJCE</i>	<i>Akavan Eriyisalojen Keskusliitto aff. C-44/08</i>	<i>159</i>
10/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Plault c/ Hutchinson (pourvoi n° 08-42.674)	265
16/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Duarte c/ Philips France (pourvoi n° 08-41.029)	46
16/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Groupe Volkswagen France c/ Ulliac (pourvoi n° 08-42.212)	47
17/09/09	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 2)	SARL Ecodia-Expertise conseil et diagnostic c/ SAS Technique française de nettoyage	40
22/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Assainissement parc automobile niçois c/ Battaglio (pourvoi n° 08-41.995)	101
23/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Boussin c/ Réagroup (pourvoi n° 07-44.200)	21
23/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Serop Industrie c/ Idres et a. (pourvoi n° 07-44.712)	58
23/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Adcro c/ X (pourvoi n° 08-43.198)	90
23/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Eismann c/ Marcos (pourvoi n° 07-44.477)	151
30/09/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité central d'entreprise de la SERCA c/ SERCA (pourvoi n° 07-20.525)	147
30/09/09	<i>C. Cass. (Ch. Soc.)</i>	<i>(extraits) (pourvois n° 07-45.722)</i>	<i>287</i>
01/10/09	CA Versailles (2 ^e Ch.)	Département de Seine-Saint-Denis	395
05/10/09	TGI Lyon (Référé)	SNTU CFDT et a. c/ Kéolis Lyon	155
13/10/09	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Urbaine de travaux (pourvoi n° 09-80.857)	543
16/10/09	CPH Bordeaux (Encadrement) Départage	Rita-Chedozeau c/ Union nationale des industries de carrières et matériaux	273
21/10/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Seit Hydr'Eau c/ Martin (pourvoi n° 07-43.877)	90
21/10/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Delas c/ Pau Euralis union (pourvoi n° 08-40.828)	211
23/10/09	Juridiction proximité de Cholet	Ministère public c/ Cerisier	98
28/10/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pfizer c/ Andres (pourvois n° 08-40.457 s.)	94
28/10/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cité des sciences et de l'industrie c/ Laurier et a. (pourvoi n° 08-41.953 s.)	108
04/11/09	CA Montpellier (4 ^e Ch. Soc.)	Lorca c/ Cave coopérative l'occitane	152
04/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Essilor international c/ Ramirez (pourvoi n° 09-60.066)	250
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Arnaud et a. c/ Connex Nancy (pourvoi n° 07-45.296 s.)	108
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. c/ HSBC France (pourvoi n° 08-41.497)	123
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Salon vacances loisirs c/ M. (pourvoi n° 07-45.321)	124
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Agneray et a. c/ Alcatel Submarine Networks (ASN) (pourvoi n° 08-43.805 s.)	129
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Borruto c/ SNCF (pourvoi n° 07-42.849)	208
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sovab c/ Thérin (pourvoi n° 08-40.088)	284
10/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Plault c/ Hutchinson (pourvoi n° 08-42.674)	265
12/11/09	<i>CA Bordeaux (Ch. Soc.)</i>	<i>Gomis c/ FIVA et a. (extraits)</i>	<i>144</i>
12/11/09	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 2)	SA Giat Industries c/ Fédération Métallurgie CFE-CGC	241
16/11/09	CPH Grenoble (Sect. industr. Départage)	Rignon c/ SAS Schneider Electric et a.	252
18/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Herta c/ UNSA agriculture (pourvoi n° 09-65.639)	365
18/11/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Open Cascade c/ Nobre et a. (pourvoi n° 08-43.397)	110
23/11/09	Tribunal des conflits	Tourdot c/ Université de Valenciennes (arrêt n° 3733)	60
23/11/09	CA Grenoble (Ch. Soc.)	CE de l'UES ND Vrac et a. c/ Sté Norbert Dentressangle silo et a.	103
23/11/09	TA Versailles (Référé)	Comité d'établissement Altran Sud Ouest et a.	391
27/11/09	CPH Meaux (Référé)	Affaire EDF c/ Grollier	384
02/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mory Team c/ Chevereau (pourvoi n° 08-43.466)	217
02/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fedex c/ Benmabrouk (pourvoi n° 08-42.037)	221
02/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gauchoux c/ SCP Hinoux Tolub (pourvoi n° 08-44.969)	389
03/12/09	CA Paris (Pôle 6 Ch. 2)	Fédération nationale CGT des personnels des sociétés d'études de conseil et de prévention c/ SNPA et SORAP	267
08/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT c/ Dassault Systèmes (pourvoi n° 08-17.191)	248

	Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
	08/12/09	CEDH	Aguilera Jiménez et a. / Espagne (requêtes n° 28389/06, 28955/06, 28957-06, 28959/06, 28961/06 et 28964/06)	281
	08/12/09	C. Cass. (Ch. Crim.)	Ayout et Bretagne Sud Bâtiment (pourvoi n° 09-82.183)	381
	10/12/09	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 11)	SNCF / Mme Dobler	377
	15/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lebahy / Agc France (pourvoi n° 08-43.603)	278
	16/12/09	Conseil d'État (4e/5e sssr)	L. / Selpro (req. n° 327.032)	141
	16/12/09	C. Cass. (Ch. Soc.)	Deutsch / Multiserv (pourvoi n° 09-60.118)	367
2010	12/01/10	CJUE	Wolf (aff. C-229/08)	457
	12/01/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 08-44.321	623
	13/01/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	San Carlo Gruppo Alimentaire SPA / Ancelin et a. (pourvoi n° 08-15.776)	214
	13/01/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Confédération autonome du travail / Avenance enseignement et santé (pourvoi n° 09-60.155)	367
	19/01/10	CJUE	Seda Küçükdeveci (aff. C-555/07)	457
	27/01/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	FEC FO / Bearingpoint France (pourvoi n° 09-60.240)	580
	29/01/10	Conseil d'État (6e s.-sect.)	Oculi / Caisse des dépôts et consignations (req. n° 314-148)	354
	03/02/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Leader Price Chatou / Lihouel (pourvoi n° 08-41.412)	359
	10/02/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Juanchich / Msabu Converting (pourvoi n° 08-44.663)	386
	11/02/10	TI Boissy-Saint-Léger	Baud SA / SCIAL-CNT et a.	398
	11/02/10	TI Orléans	Descoursières / Pôle emploi	434
	11/02/10	CJUE	Holst (aff. C-405/08)	456
	17/02/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	CDF Energie / R. (pourvoi n° 08-44.298)	374
	22/02/10	Conseil d'État (4e et 5e sssr)	Centre national de la recherche scientifique (CNR) (req. n° 320.319)	540
	26/02/10	CA Douai (14e Ch.)	Papeteries de Maresquel / CGT Papeteries de Maresquel	368
	01/03/10	CPH Cahors (Départage - Industrie)	Balat et synd. CGT Energie 46 / ERDF GRDF URG Midi-Pyrénées	497
	02/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Soumaré / La Tour Lafayette (pourvoi n° 09-40.914 s.)	537
	03/03/10	CA Montpellier (4e Ch. Soc.)	Chavanne / D.	372
	03/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	STAAAP UNSA / SPASAP (pourvoi n° 09-60.283)	448
	09/03/10	TA Cergy-Pontoise (6e Ch.)	Vilaça Dos Santos	598
	10/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud Aérien / ISS Abilis France (pourvoi n° 09-60.246)	448
	10/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	RATP et a. / SUD RATP (pourvoi n° 09-60.096)	581
	16/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association Sainte-Anne / Lalli (pourvoi n° 08-43057)	439
	24/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Haddadou / LTS Lovefrance (pourvoi n° 09-40339)	437
	31/03/10	CA Versailles (14e Ch.)	Unilever France HPC Industries / CCE Unilever et a.	427
	31/03/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. / Alstom Transport (pourvoi n° 09-40.739)	500
	02/04/10	CPH Orléans	François / Association Sociale des Déficiants Moteurs La Couronnerie (Conciliation - Départage)	492
	07/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Chavalan et Duc / Gonzalez (pourvoi n° 09-40.020)	505
	07/04/10	C. Etat (2e Ch. civ.) (extraits)	(req. n° 322962)	616
	08/04/10	C. Cass. (1re et 6e sssr)	(pourvoi n° 09-11.634 et pourvoi n° 09-14.047)	612
	08/04/10	C. Cass. (2e Ch. civ.)	(pourvoi n° 09-13.772)	616
	08/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 08-42.307	562
	08/04/10	C. Cass. (Ch. Civ.)	Pourvoi n° 09-11.232	620
	08/04/10	C. Cass. (Ch. Civ.)	Pourvoi n° 08-20.906	620
	14/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Unions départementales Force ouvrière et CGT / Heppner (pourvoi n° 09-60.637)	345
	14/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	SDMO industries / Béqanton (pourvois n° 09-60.426 et 09-60.429)	417
	14/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Renault / Compain (pourvoi n° 08-44.845)	446
	14/04/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Martinez / Teulière (pourvoi n° 08-43.124)	688
	29/04/10	CJUE	Smit Reisen BV / Minister Verkeer en Waterstaat (C-124/09)	401
	05/05/10	CA Paris (P. 6 - Ch. 6)	Niel / BNP Paribas	481
	05/05/10	CA Toulouse (Ch. Soc. 4e ch. sect. 1)	N° 10/324 RG 09/01149	624
	06/05/10	CA Paris (P. 6 - Ch. 2)	Syndicat Cag Gemini Alliance sociale / SAS Cag Gemini Service et a.	500
	11/05/10	C. Cass. (2e Ch. civ.) (extraits)	(pourvoi n° 09-42.241)	612
	11/05/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Ahlstrom / Ardille (pourvoi n° 09-42.241 s.)	604
	25/05/10	CPH Sables-d'Olonne (Départ. - Industr.)	Galbourdin et Syndicat CFDT Construction Bois / SARL Teissier Pascal	534
	26/05/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud Rail / SNCF (pourvoi n° 09-60.400)	595
	01/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Safen / Avci et a. (pourvoi n° 09-40.144)	447
	01/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Laboratoires Fournier / Edgar (pourvoi n° 09-40.421)	546
	01/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	La Domitienne / Société Coved et a. (pourvoi n° 09-40.679)	555
	02/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 08-40.628	560
	02/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Yusen air & Sea service / Delpouve (pourvoi n° 08-43.277)	608
	08/06/10	CPH Paris (Référé - Départage)	Dorat et FO FEC / SA Generali Vie	669
	09/06/10	TI Nantes	CGT Airbus Nantes et a. / Airbus Opérations SAS et a.	593
	11/06/10	CPH Anancy (Industrie - Départage)	Abry et a. / Fromageries Picon	679
	15/06/10	CA Bordeaux (Ch. Soc.)	SARL Alliance Inox Industrie / Chassin	550
	15/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Someto Honfleur et a. / Desceliers et a. (pourvoi n° 09-65.062)	675
	18/06/10	Conseil Constitutionnel	Déc. n° 2010-8	612
	23/06/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 08-45.604	559
	23/06/10	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 1)	CHSCT La Cinémathèque française / Association La Cinémathèque française	636
	28/06/10	CPH Mulhouse (Ind.)	Pastuszak et CFDT Métaux 68 / Holding groupe Superba et a.	600
	06/07/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	TMS Contact / Bastien (pourvoi n° 09-40.021)	538
	06/07/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lizard / Caisse d'épargne Bretagne Pays de Loire (pourvoi n° 09-41.354)	672
	12/07/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité d'entreprise de la Sté Ad Majoris / Sté Ad Majoris (pourvoi n° 09-14.192)	678
	12/07/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Alègre / Mandin es qual. (pourvois n° 08-40.740 s.)	683
	13/07/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	AIST du Var / Bartolo (pourvoi n° 09-40.600)	668
	22/09/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat SNPS-CGT / CMA-CGM et a. (pourvoi n° 09-60.435)	660
	22/09/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Siprolor CFDT / URSSAF de Meurthe-et-Moselle et a. (pourvois n° 10-60.135 s.)	661
	29/09/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ibnoussina / Royaume du Maroc (pourvoi n° 09-40.688)	665
	30/09/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	CPAM de Saint-Etienne / Chanut (pourvoi n° 09-41.451)	662
	13/10/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Baud / Union locale CGT de Champigny et a. (pourvoi n° 10-60.130)	686
	19/10/10	C. Cass. (Ch. Soc.)	Makdissi / Société Lowe Strateus (pourvoi n° 08-45.254)	684